



**Terres
Toulaises**
COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES

Aingeray
Andilly
Ansauville
Avrainville
Bicqueley
Bois-de-Haye
Boucq
Bouvron
Bruley
Charmes-la-Côte
Chaudeney-sur-Moselle
Choloy-Ménillot
Domèvre-en-Haye
Domgermain
Dommartin-lès-Toul
Écrouves
Fontenoy s/Moselle
Francheville
Foug
Gondreville
Grosrouvres
Gye
Jaillon
Lagny
Laneuveville-derrière-Foug
Lay-Saint-Remy
Lucey
Manoncourt-en-Woëvre
Manonville
Ménil-la-Tour
Minorville
Noviant-aux-Prés
Pagney-derrière-Barine
Pierre-la-Treiche
Royaumeix
Sanzey
Toul
Tremblecourt
Trondes
Villey-le-Sec
Villey-Saint-Etienne

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024

Mis en ligne le 26/02/2024 à 11h34

REÇU EN PREFECTURE
le 26/02/2024

Application agréée E-legalite.com

21_D0-054-200070563-20240222-2024_01_01-

PREAMBULE

Dans la continuité des opérations engagées ces dernières années, le présent rapport d'orientations budgétaires pour l'exercice 2024 propose également plusieurs nouvelles pistes d'actions de la Communauté de Communes, toutes au service du développement et de l'attractivité du territoire, de la transition écologique, ainsi que de la solidarité entre les communes et l'intercommunalité.

Le nombre et la diversité des sujets déclinés dans ce document témoignent du dynamisme de notre collectivité, nourri de l'engagement des élus et des services qui concourent activement, chacun à son niveau, à l'ambition du territoire et à la réussite des projets engagés.

Cette ambition doit évidemment s'accommoder d'un contexte national et international parfois peu propice, où l'augmentation des coûts s'accompagne d'une croissance relativement atone.

Cela étant, notre communauté de communes a la chance d'être dotée d'un tissu économique solide, qui permet d'investir au bon niveau pour continuer à accueillir les entreprises – nouvelles ou déjà implantées – dans les conditions les plus favorables possible. C'est en quelque sorte un cercle vertueux que nous nous devons de préserver.

Ce rapport vous présente une vision globale et thématique de l'ensemble des sujets qui vont rythmer l'année 2024. Il a été préparé dans un souci de transparence, de pédagogie et d'ouverture aux échanges.

Dans ce souci de transparence et constatant que le rythme de consommation des crédits est parfois décalé par rapport aux sommes inscrites - ce pour diverses raisons propres à l'avancement de chaque projet (contraintes techniques, négociations foncières, réactivité de la maîtrise d'œuvre, délais de facturation...) - le choix opéré cette année est de resserrer ces inscriptions budgétaires, afin d'être au plus proche des besoins réels, étant entendu qu'une adaptation des crédits peut être opérée en cas de besoin en cours d'année par voie de décision budgétaire modificative.

Fabrice CHARTREUX

Président de la CC2T

Conformément aux dispositions de l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le débat d'orientation budgétaire doit avoir lieu dans un délai maximal de deux mois avant l'examen du budget, prévu cette année lors du Conseil Communautaire du 11 avril 2024.

Le débat d'orientation budgétaire n'a aucun caractère décisionnel. Il doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect de la loi.

Table des matières

1/ ELEMENTS DE CONTEXTE.....	5
A / AU PLAN NATIONAL.....	5
B/ AU PLAN LOCAL : LA DYNAMIQUE ECONOMIQUE DU TERRITOIRE	7
2/ LES PRINCIPALES ORIENTATIONS POUR 2024	10
A/ CONFORTER ET POURSUIVRE LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU TERRITOIRE	10
1) Poursuivre la requalification du Parc de Haye	10
2) Acquérir et reconvertir l'ancien campus ONF de Bois-de-Haye	10
3) Améliorer l'accès au Pôle Jeanne d'Arc et au site de l'ex-CHU	11
4) Acquisition et reconversion de la future friche militaire de Domgermain pour en faire une zone d'activité clés en mains.....	12
5) Conforter le bâtiment artisanal de la zone d'activité de Noviant-aux-Près.....	13
B/ AGIR POUR L'AMENAGEMENT HARMONIEUX ET DURABLE DU TERRITOIRE	13
1) Poursuite du PCAET.....	13
2) Nouvelles formes de mobilité : covoiturage incitatif et schéma vélo	14
3) Contribution au désengorgement de l'A31/A33	15
4) Apporter un soutien à la réfection du Pont de Pierre-la-Treiche	15
C/ CONDUIRE UNE POLITIQUE VOLONTARISTE ET QUALITATIVE D'ADAPTATION DES SERVICES PUBLICS	16
1) Extension du centre aquatique Ovide	16
2) Requalification de la base nautique	16
3) Restructuration des bâtiments techniques communautaires	17
4) Relocalisation du Relais Parents-enfants.....	18
5) Accueil d'un établissement public INSERRE	18
6) Accompagner la requalification du site de la Rochotte de Pierre-la-Treiche.....	19
D/ POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE : EXIGENCE ET PRAGMATISME	19
1) Programmes du cycle de l'eau (eau-assainissement GEMAPI)	19
2) Déchets ménagers : produire moins, trier mieux... toujours et encore	20
E/ LIEN COMMUNES-COMMUNAUTE : LE CHOIX DE LA PROXIMITE ET DE LA SOLIDARITE	21
1) Poursuite et évolution des actions du schéma de mutualisation.....	21
2) Poursuite du Pacte financier et fiscal.....	22
3) Rencontres territorialisées au sein de la communauté : bilan et perspectives.....	22
F/ CONTRIBUER AU RAYONNEMENT DU TERRITOIRE.....	23
1) Soutien au milieu associatif et à la coopération décentralisée.....	23
2) Relations avec les collectivités voisines	23
G/ TABLEAU DE BORD DES PRINCIPALES OPERATIONS 2024.....	25
3/ LES FINANCES DE LA COMMUNAUTE	30
A/ LES RESULTATS COMPTABLES POUR L'ANNEE 2023	30

Mis en ligne le 26/02/2024 à 11h34

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour le 26/02/2024

REÇU EN PREFECTURE

Application agréée E-legalite.com

21_D0-054-200070563-20240222-2024_01_01-

B/ LES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS DE LA COMMUNAUTE.....	31
C/ LA GESTION DE LA DETTE	32
D/ LES RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE	33
<i>La fiscalité</i>	33
<i>Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC).....</i>	33
<i>Les dotations et subventions perçues</i>	34
<i>Les redevances et diverses recettes</i>	34
E/ LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE	35
<i>Les dépenses de personnel.....</i>	35
F/ BALANCES GENERALES DE FONCTIONNEMENT.....	37
ANNEXE 1 – TABLEAU DES EFFECTIFS AU 1^{ER} JANVIER 2024 (EMPLOIS PERMANENTS)	38
ANNEXE 2 - ETAT ANNUEL PRESENTANT L'ENSEMBLE DES INDEMNITES DE TOUTES NATURES, LIBELLEES EN EUROS, DONT BENEFICIENT LES ELUS SIEGEANT AU CONSEIL COMMUNAUTAIRE	39

Mis en ligne le 26/02/2024 à 11h34

REÇU EN PREFECTURE

le 26/02/2024

Application agréée E-legalite.com

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour le 26/02/2024

21_D0-054-200070563-20240222-2024_01_01-

1/ ELEMENTS DE CONTEXTE

A / AU PLAN NATIONAL

La croissance en zone euro est restée faible en 2023 sur fond d'inflation persistante. Après avoir atteint un record historique de 10,6% en octobre 2022, l'inflation est descendue à 2,9 % en décembre 2023 dans la zone euro. L'incertitude géopolitique internationale rend les prévisions hasardeuses.

En France, même si l'inflation alimentaire reste forte, elle a nettement reculé (+7,1% en décembre contre +15,9% en mars). Pour les prix de l'énergie, la tendance a été plus irrégulière en lien avec la hausse des cours du pétrole et l'augmentation des tarifs réglementés de l'électricité. L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) a notamment progressé de 3,9% entre novembre 2022 et novembre 2023, contre +7,1% l'année précédente.

Selon la note de conjoncture de l'INSEE, la croissance annuelle s'élèverait à +0,8% en 2023, après +2,5% en 2022. Elle stagnerait à +0,0% au dernier trimestre 2023, puis progresserait de +0,2% aux 1^{er} comme au 2^{ème} trimestres 2024.

Au cours des trois premiers trimestres de 2023, le taux de chômage a augmenté, passant de 7,1% au 1^{er} trimestre (son niveau le plus bas depuis 1982), à 7,4% au 3^{ème} trimestre. Il convient de noter que la France se distingue des autres grands pays développés par une forte baisse de la productivité horaire (-3,8% depuis fin 2019), tandis que les heures travaillées y ont fortement progressé (+5,7% par rapport à fin 2019).

La loi de finances initiale pour 2024 retient les hypothèses économiques suivantes :

- ✧ Une inflation prévisionnelle moyenne de +2,4%
- ✧ Une croissance du PIB français pour 2024 de +1,4% par rapport à l'année 2023
- ✧ Un déficit public qui devrait s'établir à 4,4 points de PIB en 2024 contre 4,9 en 2023
- ✧ Une dette publique à 109,7% du PIB (contre 98,1% fin 2019)

Parmi les nouvelles dispositions de la loi de finances initiale pour 2024 intéressant la communauté, il faut noter :

- **La possibilité de pluri-annualisation des délibérations concernant la répartition dérogatoire du FPIC** (article 241) : les modalités seront définies dans le cadre d'un décret d'application à venir.
- **Le report à 2026 de la révision sexennale des valeurs locatives des locaux professionnels** (article 241) afin de poursuivre les réflexions sur les impacts de l'actualisation ; la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation pour tenir compte de la valeur réelle du marché n'interviendra qu'ensuite (dans l'attente la valeur locative cadastrale, censée représenter le loyer annuel dégagé par l'immeuble imposé, reste déterminée par référence aux critères de 1970).
- **La création d'un zonage unique nommé « France Ruralités Revitalisation »** (article 73) remplaçant les trois dispositifs BER (bassins d'emploi à redynamiser), ZRR (zones de revitalisation rurale) et ZoRCoMIR (zones de revitalisation des commerces en milieu rural), ces trois anciens dispositifs étant prolongés jusqu'au 30 juin 2024 : des exonérations fiscales locales pourront être mises en place par les communes et les EPCI à fiscalité propre sur la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et la cotisation foncière des entreprises (CFE) pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} juillet 2024.
- **La réforme du financement des Agences de l'eau à compter du 1^{er} janvier 2025** (article 101), avec la création de deux nouvelles redevances : une redevance « performance des réseaux d'eau potable » assise sur le volume facturé dont le tarif sera déterminé par l'agence de l'eau en fonction de coefficients portant sur l'état du réseau, une redevance « performance des systèmes d'assainissement collectif » assise sur le volume assaini dont le tarif sera déterminé par l'agence de l'eau en fonction de coefficients portant sur les charges entrantes en demande chimique en oxygène et sur l'autosurveillance, la conformité réglementaire, l'efficacité...

Mis en ligne le 26/02/2024 à 11h34

REÇU EN PREFECTURE

Le 26/02/2024

Application agréée E-legalite.com

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour le 26/02/2024

21_D0-054-200070563-20240222-2024_01_01-

- **De nouvelles modalités de versement de la fraction de TVA aux collectivités** (article 136) : désormais sur le même rythme que la perception de la TVA par les services de l'Etat, dans le cadre de douzièmes de TVA versés au fil de l'eau. Actuellement, la TVA prise en compte est la TVA prévisionnelle de l'année notifiée par courrier, puis des ajustements, tardifs et parfois contradictoires, ont lieu en cours d'année en fonction de la TVA réellement collectée.
- **L'obligation de présenter une annexe intitulée « impact du budget pour la transition écologique »** (article 191), au plus tard à l'occasion du compte financier unique (CFU) pour 2024 : la budgétisation verte consiste en une évaluation tout au long du cycle budgétaire de l'impact sur l'environnement des dépenses budgétaires et fiscales dont les modalités seront définies ultérieurement par décret.
- **L'aménagement de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** (article 79) : cette décision n'affecte pas les collectivités puisqu'elle ne propose pas de retour arrière sur l'affectation de cet impôt au budget de l'État mais elle impacte les entreprises, car la suppression de la CVAE sera plus progressive que prévu et dégressive jusqu'à une suppression totale en 2027.
- **Des possibilités de déliaison partielle entre les taux de THRS** (taxe d'habitation sur les résidences secondaires) **et ceux de TFPB** (taxe foncière sur les propriétés bâties) (article 151) : pour les intercommunalités à fiscalité propre, le taux de THRS doit être inférieur à 75% de la moyenne constatée dans les intercommunalités l'année précédente au niveau national, dans la limite d'une hausse de 5% de cette moyenne.
- **L'expérimentation d'un service de télédéclaration fiscale centralisé de la taxe de séjour** (article 129) : dans ce cadre, une déclaration unique devra être réalisée pour chaque période de versement de la taxe auprès de l'administration fiscale, qui couvrira l'ensemble du territoire national et qui assurera la ventilation des informations et leur mise à disposition à chacune des collectivités concernées. Des outils de contrôle permettant l'identification localisée du loueur, seront donnés aux collectivités pour suivre le paiement de cette taxe. L'expérimentation donnera lieu à un bilan qui permettra de proposer la pérennisation, l'ajustement ou l'abandon du dispositif.
- **L'exonération de droit de taxe sur le foncier bâti de certains logements sociaux** (article 71) : au travers d'un dispositif dit de « seconde vie des bâtiments », les bailleurs sociaux pourront bénéficier d'une nouvelle exonération de droit d'une durée de 15 à 25 ans de la taxe sur le foncier bâti payée pour les logements faisant l'objet d'une rénovation énergétique leur permettant de passer des étiquettes « F » ou « G » aux étiquettes « A » ou « B ». Cette exonération sera compensée par l'État, en se basant sur le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties appliqué en 2023.

B/ AU PLAN LOCAL : LA DYNAMIQUE ECONOMIQUE DU TERRITOIRE

(source : INSEE – Tableau de bord Grand Est - paru le 29/12/2023)

Les données chiffrées rapportées ci-dessous sont extraites des statistiques publiées par l'INSEE en fin d'année 2023.

Elles permettent de situer la Région Grand Est et le Département de Meurthe-et-Moselle par rapport à l'échelon national et par rapport aux autres Départements, sur la base de plusieurs indicateurs clés du dynamisme économique d'un territoire.

Figure 3 – Emploi salarié total

Zonage	Emplois (en milliers)			Variation (en %)	
	3 ^e trim. 2022	2 ^e trim. 2023	3 ^e trim. 2023	trimestrielle	annuelle
Ardennes	82,5	82,7	82,4	-0,4	-0,2
Aube	104,0	104,2	104,0	-0,2	-0,0
Marne	225,9	227,1	226,5	-0,3	0,3
Haute-Marne	62,8	62,7	62,3	-0,6	-0,8
Meurthe-et-Moselle	248,7	249,6	250,0	0,2	0,5
Meuse	56,1	56,1	56,1	0,0	0,1
Moselle	341,6	341,3	339,5	-0,5	-0,6
Bas-Rhin	481,4	483,7	483,8	0,0	0,5
Haut-Rhin	271,6	271,6	271,0	-0,2	-0,2
Vosges	125,2	124,9	124,9	-0,0	-0,2
Grand Est	1 999,7	2 003,8	2 000,5	-0,2	0,0
France hors Mayotte	26 831,6	27 002,0	27 038,7	0,1	0,8

Mis en ligne le 26/02/2024 à 11h34

REÇU EN PREFECTURE

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour le 26/02/2024

Application agréée E-legalite.com

21_D0-054-200070563-20240222-2024_01_01-

Figure 7 – Évolution de l'emploi salarié

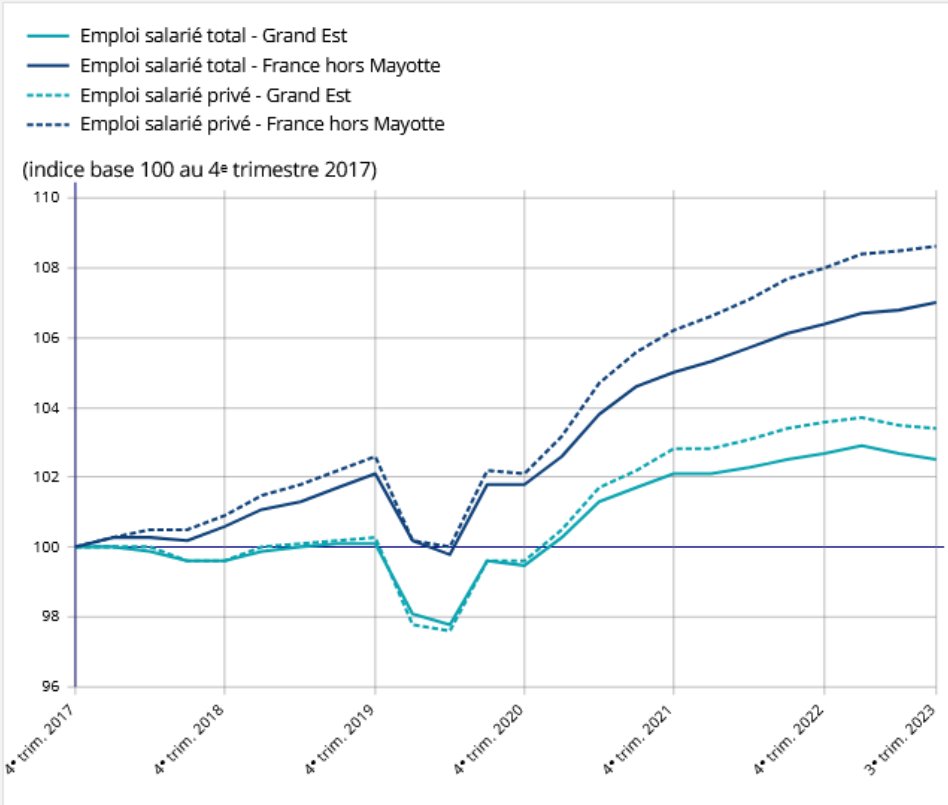


Figure 10 – Taux de chômage

Zonage	Taux de chômage (en %)			Variation (en points de %)	
	3 ^e trim. 2022	2 ^e trim. 2023	3 ^e trim. 2023	trimestrielle	annuelle
Ardennes	9,2	9,5	9,9	0,4	0,7
Aube	9,3	9,4	9,8	0,4	0,5
Marne	7,0	7,2	7,4	0,2	0,4
Haute-Marne	6,3	6,4	6,8	0,4	0,5
Meurthe-et-Moselle	6,8	7,0	7,2	0,2	0,4
Meuse	7,1	7,1	7,3	0,2	0,2
Moselle	7,1	7,1	7,3	0,2	0,2
Bas-Rhin	6,1	6,3	6,5	0,2	0,4
Haut-Rhin	6,8	6,9	7,2	0,3	0,4
Vosges	7,5	7,7	8,0	0,3	0,5
Grand Est	7,0	7,1	7,4	0,3	0,4
France métropolitaine	7,0	7,0	7,2	0,2	0,2

Figure 12 – Demandeurs d'emploi (A, B, C) inscrits à Pôle emploi

Zonage	Demandeurs d'emploi			Variation (en %)	
	3 ^e trim. 2022	2 ^e trim. 2023	3 ^e trim. 2023	trimestrielle	annuelle
Ardennes	23 720	23 530	23 430	-0,4	-1,2
Aube	27 880	26 950	26 740	-0,8	-4,1
Marne	44 140	43 790	43 750	-0,1	-0,9
Haute-Marne	11 670	11 290	11 250	-0,4	-3,6
Meurthe-et-Moselle	51 430	50 040	50 310	0,5	-2,2
Meuse	12 790	12 530	12 490	-0,3	-2,3
Moselle	79 520	77 100	76 850	-0,3	-3,4
Bas-Rhin	82 970	81 610	81 830	0,3	-1,4
Haut-Rhin	56 610	55 670	56 180	0,9	-0,8
Vosges	27 850	27 640	27 280	-1,3	-2,0
Grand Est	418 580	410 140	410 100	-0,0	-2,0
France hors Mayotte	5 424 800	5 343 200	5 352 000	0,2	-1,3

Figure 18 – Créations d'entreprises

Zonage	Nombre de créations sur un an			Glissement du cumul annuel (en %)	
	juin 2022	mars 2023	juin 2023	sur un trimestre	sur une année
Ardennes	2 440	2 490	2 470	-0,9	1,2
Aube	3 480	3 590	3 600	0,1	3,5
Marne	7 600	7 100	6 940	-2,3	-8,6
Haute-Marne	1 500	1 400	1 410	0,5	-5,8
Meurthe-et-Moselle	7 860	8 110	8 120	0,1	3,4
Meuse	1 440	1 500	1 550	3,3	7,5
Moselle	11 020	11 300	11 360	0,6	3,1
Bas-Rhin	15 860	15 670	15 210	-3,0	-4,1
Haut-Rhin	8 420	8 770	8 720	-0,6	3,5
Vosges	3 760	3 670	3 650	-0,6	-3,2
Grand Est	63 370	63 610	63 020	-0,9	-0,5
France	1 032 750	1 051 600	1 051 310	-0,0	1,8

2/ LES PRINCIPALES ORIENTATIONS POUR 2024

A/ CONFORTER ET POURSUIVRE LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU TERRITOIRE

1) Poursuivre la requalification du Parc de Haye

Après une phase de portage foncier et de pré-aménagement menée par l'EPFGE, l'aménagement de cette zone est confié par concession à la SEBL depuis juin 2020 pour une durée de 15 ans.

Le bilan prévisionnel de la ZAE du Parc de Haye affiche un déficit de 11, 840 M€ nécessitant une participation annuelle de la collectivité (900 000 € en 2024).

Plusieurs opérations de travaux ont déjà été réalisées en 2020, 2021 et 2022 : travaux urgents sur les réseaux eau/assainissement en entrée de zone, démolition des bâtiments les plus vétustes.

En 2023, les travaux se sont poursuivis dès le printemps avec notamment le changement de conduites eau/assainissement sur plusieurs rues, la reprise de voiries et le démarrage des travaux de création d'un giratoire à l'entrée du Parc de Haye. A noter qu'en 2023, la CC2T s'est portée acquéreur des 5 maisons forestières encore propriété de l'Etat. Il reste à acquérir l'ancienne salle des ventes.

En 2024, les travaux porteront sur la finalisation des travaux du giratoire et le démarrage des travaux de réseaux le long de la route Henry. En 2024, la fin de l'instruction de l'étude d'impact par les services de l'Etat devrait permettre de poursuivre la préparation de nouveaux terrains et leur commercialisation à partir de 2025. L'opération de compensation forestière engagée avec les communes de la CC2T depuis plus de 2 ans peine à aboutir, faute d'avoir pu recruter un prestataire (le plan de relance mobilise les partenaires habituellement disponibles et rend l'accès à la fourniture de plans forestiers très difficile). Après deux appels d'offres infructueux, puis une négociation en direct avec un prestataire qui n'a pas abouti, compte tenu des montants proposés, un prestataire a été trouvé fin 2023. Il pourrait débiter ses premiers travaux à partir de l'hiver 2024.

Le programme global de requalification prévoit le remplacement de l'ensemble des réseaux humides, l'enfouissement des réseaux secs, le renforcement de la zone en haute tension, la gestion sur place des eaux pluviales, la création de pistes cyclables et de trottoirs, la mise en place d'un nouvel éclairage, la réalisation d'aménagements paysagers.

L'ensemble des travaux, prévus sur 10 ans et répartis en plusieurs tranches, bénéficient de cofinancements conséquents :

ETAT

- 2,2 M€ de fonds friches (France relance) pour les travaux d'aménagement + démolition
- 556 K€ de fonds DSIL en 3 tranches pour les travaux d'assainissement, réseaux humides.
- 189 K€ de DETR 2023 et 73 K€ de DSIL 2023 pour le giratoire et la mobilité douce

CD 54

- Prise en charge du nouveau tapis de la RD sur et autour du giratoire
- 30 137 € pour les aménagements liés à la mobilité douce

2) Acquérir et reconvertir l'ancien campus ONF de Bois-de-Haye

Parallèlement à la requalification de la zone d'activités, la question du devenir de l'ancien campus ONF fait l'objet de discussions avec l'ONF depuis quelques années. Fin 2023, de nouvelles discussions sous le pilotage de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ont eu lieu et l'ONF est disposé à vendre le site à la collectivité.

La CC2T a déjà exprimé son souhait de se porter acquéreur du site, en vue d'une reconversion orientée vers les services aux entreprises et aux collectivités, en cohérence avec la zone d'activités voisine et le positionnement géographique de ce bien aux portes de la Métropole.

Mis en ligne le 26/02/2024 à 11h34

REÇU EN PREFECTURE

le 26/02/2024

Application agréée E-legalite.com

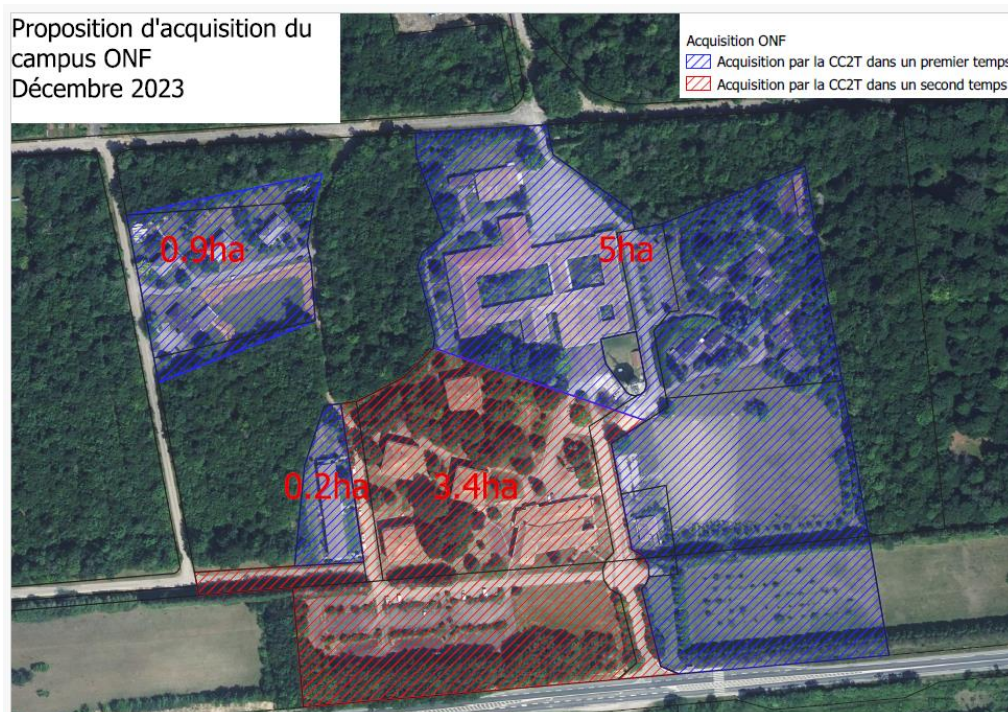
Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour 2024

21_D0-054-200070563-20240222-2024_01_01-

Le site pourrait ainsi notamment accueillir un espace de conférence/formation, un restaurant d'entreprise, une offre d'hébergement, un parking relais.

Compte tenu de la réquisition en cours d'une partie du site au profit de l'accueil des mineurs migrants isolés qui dépendent de la compétence du département de Meurthe et Moselle, la proposition d'achat se déploierait en deux phases.

Concernant les maisons forestières occupées actuellement par les agents de l'ONF, inclus a priori dans la première phase d'acquisition, il sera proposé à l'assemblée communautaire leur mise à disposition gratuite au profit des occupants actuels, et ce jusqu'à leur départ, conformément aux conventions d'occupation signées à ce jour.



Dès lors que les conditions financières seront connues, sous réserve d'un accord de l'ONF/Etat et d'une décision favorable du conseil communautaire, la collectivité pourrait se porter acquéreur de la 1^{ère} phase dès 2024.

La 2^{nde} phase d'acquisition devrait se concrétiser au plus tard au 31 décembre 2025, le département de Meurthe-et-Moselle ayant confirmé qu'une solution de relogement des mineurs était en cours.

Afin de pouvoir avancer sur la question du prix d'achat global du site, la collectivité a souligné que l'expérience acquise sur la zone d'activité voisine conduit à attirer l'attention de l'ONF sur le fait que l'état de vétusté présumé du patrimoine bâti et des réseaux, comme la performance énergétique des bâtiments, ou la présence d'amiante et de pollutions éventuelles, amèneront à reconfigurer de manière profonde le site.

De ce fait, les coûts de remise à niveau, aujourd'hui encore non stabilisés faute de connaissance suffisante du patrimoine, seront à considérer dans l'estimation du prix de vente.

Sont proposés au DOB 2024 et lors du vote du budget 2024 des frais d'études pour affiner l'estimation de ces coûts.

3) Améliorer l'accès au Pôle Jeanne d'Arc et au site de l'ex-CHU

Le programme de travaux à l'étude a vocation à résoudre les problèmes de circulation rencontrés aujourd'hui et à améliorer l'attractivité du secteur. Il anticipe également la commercialisation future du site de l'ancien hôpital et la densification des flux que cela générera.

Une première étude de faisabilité menée en 2021 a identifié les principaux travaux à engager sur ce secteur, permettant notamment au département de Meurthe-et-Moselle de conduire en 2023 les travaux de création d'un nouveau carrefour giratoire pour mieux desservir l'ancien site de l'hôpital Jeanne d'Arc. Cette étude n'avait cependant pas permis de prendre en compte la totalité des problématiques du secteur. Une nouvelle mission de maîtrise d'œuvre a donc été confiée en 2023 au bureau d'études MP2I, associé aux compétences d'une urbaniste, le bureau d'études ESTERR, et d'une paysagiste, l'Atelier des Paysages.

Après avoir posé un diagnostic très détaillé des dysfonctionnements du secteur et en particulier sur le pôle commercial, un avant-projet a été proposé en fin d'année 2023 aux élus en comité de pilotage.

Mis en ligne le 26/02/2024 à 11h34

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour 2024
le 26/02/2024

Application agréée E-legalite.com

21_D0-054-200070563-20240222-2024_01_01-

A noter que les bureaux d'études ont travaillé une hypothèse de parking relais intégrant une aire de covoiturage et des quais bus pour la ligne FLUO régional R 410 entre les 2 giratoires de la RD 400 (tronçon situé entre le giratoire qui permet l'accès au secteur commercial et celui qui permet l'accès à l'ancien hôpital).

Cet équipement, encore à l'étude, pourrait, à cet emplacement, assurer un rôle structurant pour encourager les transports collectifs, désengorger le stationnement des usagers de la ligne R410 à Toul, et limiter l'autosolisme sur l'A31. La création de ces parking relais, les plus éloignés possibles de la métropole fait partie des équipements à enjeux identifiés dans le cadre des travaux du GIP (Groupement d'Intérêt Public) A31 / A33 pour limiter les véhicules et les congestions sur le réseau autoroutier qui mène à Nancy.

A ce stade, le coût des aménagements est estimé à 2,8M€ HT et hors honoraires (hors parking relais).

Une première enveloppe de 360 K€ est proposée en 2024.

4) Acquisition et reconversion de la future friche militaire de Domgermain pour en faire une zone d'activité clés en mains

Après avoir accueilli pendant plusieurs décennies diverses activités militaires dont le 1^{er} RMAT (Régiment du matériel), le **site militaire de DOMGERMAIN qui se déploie sur environ 50 hectares**, se présente aujourd'hui comme infrastructure spécialisée autour de la maintenance aéronautique. Le SIAé (Service industriel de l'aéronautique) assure l'activité de maintenance des hélicoptères Puma.

En 2021, le ministère des Armées annonce la fermeture pour fin 2024 du SIAé de DOMGERMAIN, privilégiant le choix de Phalsbourg pour la maintenance des futurs aéronefs. Suite à cette annonce, le ministère confirme qu'il souhaite vendre le site à la Communauté de Communes Terres Toulaises (CC2T) et travailler le plus en amont possible avec les collectivités territoriales afin de préparer collégialement sa cession et sa reconversion. La libération du site doit s'opérer en deux temps : arrêt de la maintenance des hélicoptères prévue mi 2024, mais présence d'agents sur site jusqu'à la fin de l'année 2024 pour assurer le bon suivi des démarches de fermeture.

Depuis 18 mois, grâce à la coordination de la sous-préfecture de Toul et de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le ministère des Armées travaille avec la CC2T sur l'avenir du site militaire de DOMGERMAIN, en vue de sa **reconversion pour l'accueil d'activités industrielles**. L'Armée accueille depuis maintenant 12 mois les équipes de la collectivité et divers bureaux d'études pour conduire les premières études préparatoires à la reconversion : études faune flore / études d'aménagement / études pollutions, ...

La vente du site à la collectivité, ou à un tiers se portant acquéreur pour son compte, EPF Grand Est (EPF GE) ou un aménageur, est prévue d'ici fin 2024. Un partenariat est d'ores et déjà établi avec l'EPF GE, il s'agit d'une convention de projet pour laquelle les 2 établissements ont délibéré en décembre 2023. La consultation portant sur la sélection d'un aménageur est lancée début 2024. Pour l'heure, le ministère des Armées n'a pas encore engagé l'évaluation du bien, attendant pour ce faire que la collectivité précise son projet d'aménagement qui est désormais connu. La valeur du bien sera donc connue courant de l'année 2024.

Le site dispose d'atouts indéniables pour une reconversion à vocation économique : près de 50 hectares d'un seul tenant, disposant d'un branchement fer, disponible dès la fin de l'année 2024, avec un PLUi déjà compatible, à côté des axes routiers et autoroutiers, proximité du bassin d'emploi de Toul et de Nancy, desserte en transports en commun, raccordement possible en hauts débits fluides (gaz, électricité, eau), possibilité d'étude de production d'énergies renouvelables sur place, cadre de travail verdoyant aux pieds des Côtes de Toul et en contrebas du village de DOMGERMAIN (1200 habitants).

Les élus de la CC2T souhaitent requalifier ce site dans une logique vertueuse de transition écologique en adéquation avec les objectifs de la Loi Climat et Résilience de 2022. Une démarche de prospection a été engagée avec l'aide de l'agence de développement LORR'UP pour identifier des **projets industriels « verts »** : relocalisation des productions et des nouvelles technologies qui contribuent à la décarbonation de l'économie, aux économies d'énergies et au déploiement d'équipements pour produire des énergies renouvelables.

A noter que la CC2T a candidaté fin novembre 2023 au dispositif national « sites clés en mains » visant à accélérer le processus de réaménagement et de reconversion et à rendre plus visible le site de DOMGERMAIN à l'échelle nationale. Le dossier est actuellement en instruction auprès des services de l'Etat.

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour 2024

REÇU EN PREFECTURE

le 26/02/2024

Application agréée E-legalite.com

21_D0-054-200070563-20240222-2024_01_01-

Le site militaire de DOMGERMAIN comprend une trentaine de bâtiments à l'état hétérogène. La CC2T souhaite ne conserver que 2 bâtiments.

Dans l'attente de la sélection d'un aménageur, prévue mi 2024, il est proposé pour 2024 d'inscrire 400 K€ HT de crédits budgétaires, afin non seulement de couvrir des dépenses prévisionnelles de pré aménagement (archéologie préventive, dévoiement du ruisseau qui passe au milieu du terrain, études environnementales, ...) mais aussi de pré-flécher des crédits à reverser ensuite sur le budget de l'aménageur, à l'instar de ce qui a été fait pour l'espace K ou la ZAE du Parc de Haye.

5) Conforter le bâtiment artisanal de la zone d'activité de Noviant-aux-Près

Le bâtiment artisanal de Noviant est occupé par deux entreprises. En 2022, il a été signalé à la CC2T propriétaire des fuites importantes du côté de l'entreprise EDC. Après le passage d'un drone et la localisation de la fuite, la CC2T a fait intervenir une entreprise spécialisée qui a réalisé une première série de réparations.

En 2022, plusieurs études ont été réalisées : étude structure, passage drone, tests d'airs amiante, etc.

En 2023, après plusieurs consultations, la CC2T a trouvé un bureau d'étude en capacité de l'accompagner sur le projet global.

Cette opération est complexe car elle est réalisée en site occupé et il n'est pas envisageable de reloger ces entreprises le temps de la réfection totale de la toiture.

La consultation réalisée courant 2023 pour la réalisation des travaux s'est révélée infructueuse : une seule offre, onéreuse et ne correspondant pas exactement à la demande de la collectivité.

Il a donc été décidé de relancer totalement l'opération. Plusieurs architectes ont été consultés pour étudier la faisabilité du projet. Dès janvier 2024, des rendez-vous sont prévus sur place. La consultation sera relancée en 2024.

En attendant les travaux sur la toiture, les chéneaux vont être changés en début d'année 2024.

Enfin dès la réalisation de tous les travaux (2025), un nettoyage de la façade sera réalisé.

Par ailleurs, l'ancien siège de l'ex-communauté de communes des Côtes en Haye, bâtiment administratif, a été transféré au budget principal. Un projet d'installation de maraîchers dans ce local et sur les parcelles attenantes se concrétisant, le bâtiment doit être réaffecté et acquis par le budget annexe qui porte la gestion locative de la zone et qui est assujéti à la TVA.

B/ AGIR POUR L'AMENAGEMENT HARMONIEUX ET DURABLE DU TERRITOIRE

1) Poursuite du PCAET

Issu d'une réflexion datant de 2019, la CC2T a validé son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) en 2023. Il s'organise autour de 5 thématiques transversales :

- Aménagement du territoire et habitat,
- Mobilité,
- Énergie renouvelable,
- Agriculture et forêt,
- Économie et entreprises,
- Écoresponsabilité

La CC2T a déjà engagé diverses actions et programmes en faveur de la transition écologique, tels que :

- la mise en place il y a 10 ans de la tarification incitative des déchets,
- la création d'une station de chaufferie biomasse,
- mise en place du réseau de transport public Colibri sur l'ensemble du territoire

- la réalisation d'actions visant à encourager l'autopartage (2 aires de covoiturage réalisées en 2022)
- la mise à disposition gratuite d'un conseiller en énergie partagée, dans le cadre de postes créés à l'échelle du Pays Terres de Lorraine et cofinancés par les EPCI membres
- l'aide à la rénovation énergétique des logements
- la sensibilisation et l'incitation des entreprises pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur les toitures de leurs bâtiments

D'autres programmes sont en cours ou en phase projet :

- la réalisation de parcs photovoltaïques (Ecrouves pour la CC2T en 2023, Pierre-la-Treiche, Villey-Saint-Etienne)
- la réalisation d'une station multi-énergie (GNV et hydrogène) à Gondreville
- la mise en place d'une stratégie de préservation et de valorisation de la forêt dans le cadre de la charte forestière de territoire en cours de construction au sein du Syndicat mixte de la forêt de Haye, composé de la Région, du Département 54, de la Métropole, ces CC terres Toulouses, Bassin de Pompey et Moselle-et-Madon
- la déclinaison du « décret tertiaire » sur les bâtiments de + de 1000 m² propriété de la CC2T afin de réduire leur consommation énergétique : siège social, centre aquatique et nouveaux projets de construction.
- L'autoconsommation collective avec la pose de panneaux photovoltaïques sur le patrimoine bâti communautaire

Après une réflexion menée sur la possibilité de création d'une SEM locale, cet outil ne semble finalement pas le plus adapté, notamment pour des raisons de lourdeurs administratives et techniques. Parallèlement, l'adhésion à la SEM initiée par la Multipôle n'est pas non plus envisagée, essentiellement pour des raisons de gouvernance, de réactivité et de volonté de la CC2T de conserver la maîtrise du pilotage et de la priorisation de ses projets. La commission des Maires a examiné ces points lors de la réunion du 8 février 2024. Cela étant, afin de faciliter le portage et le financement des opérations de développement des ENr à l'échelle intercommunale, la création d'un budget annexe est proposée pour identifier spécifiquement les fonds nécessaires pour mener à bien ces actions, ainsi que les recettes affectées.

2) Nouvelles formes de mobilité : covoiturage incitatif et schéma vélo

Afin de favoriser de nouvelles formes de mobilité plus vertueuses, la CC2T lance en 2024 une expérimentation en faveur du covoiturage pour les déplacements du quotidien.

Face à l'urgence climatique et à la hausse des prix du carburant, le covoiturage fait partie des solutions pour faire des économies, décongestionner les routes, et réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre liées à l'utilisation de la voiture individuelle.

Du 1^{er} février au 30 septembre 2024, la CC2T va inciter financièrement les habitants du territoire à adopter le covoiturage. Elle a choisi l'opérateur MOBICOOP, spécialiste de la mobilité partagée pour développer une application sur SMARTPHONE et organiser cette expérimentation d'incitations financières pour les utilisateurs. Des réunions d'information se déroulent au cours du 1^{er} trimestre 2024 auprès des entreprises et de leurs salariés.

Par ailleurs, la CC2T poursuit son travail en lien étroit avec les communes pour le déploiement des aménagements cyclables en faveur des déplacements du quotidien. Les réflexions se poursuivent notamment dans l'agglomération toulouses, le long de RD 400. D'autres tronçons de la RD 400 sont également à l'étude ainsi que quelques aménagements dans des communes où des travaux plus conséquents sont programmés.

En matière de mobilité douce, les aménagements vélos de loisirs sont aussi à l'étude. Dans le cadre du schéma national vélo routes voies vertes et du Plan vélo du CD 54, l'aménagement de la V52 section ouest (section est déjà réalisée) est inscrit parmi les opérations à mettre en œuvre par le CD 54 à échéance 2024-2025, afin de contribuer à boucler le réseau d'itinéraires cyclables sur le Département. Cette opération relève essentiellement du cyclotourisme, même si, sur certains tronçons, elle peut présenter un intérêt pour les mobilités du quotidien. L'aménagement du chemin du Toul Thiaucourt pour rendre plus aisée la mobilité à vélo est également à l'étude et répond là encore aux besoins de déplacements du quotidien et de loisirs.

Mis en ligne le 26/02/2024 à 11h34

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour 2024 le 26/02/2024

Application agréée E-legalite.com

21_D0-054-200070563-20240222-2024_01_01-

3) Contribution au désengorgement de l'A31/A33

C'est dans le cadre de la Multipôle Nancy Sud Lorraine composée des 13 EPCI du Sud 54 qu'a été engagée, en partenariat avec l'Etat, la Région et le Département de Meurthe-et-Moselle, une réflexion visant à faire émerger des solutions pertinentes permettant de contribuer collectivement au désengorgement des axes autoroutiers A31/A33.

Des études ont ainsi été menées en collaboration avec le CEREMA et la SCALEN, visant à mesurer l'impact des différentes solutions mises en œuvre ou à mettre potentiellement en œuvre par les différentes collectivités parties prenantes (aires de covoiturage, augmentation du cadencement des trains, écotaxe, amélioration de l'offre de transport collectif...).

Parallèlement, un GIP (groupement d'intérêt public) a été créé courant 2023, afin de fournir un cadre officiel de travail partenarial entre ces différents interlocuteurs, permettre la réalisation concertée d'études complémentaires visant à répondre aux enjeux de lutte contre la saturation autoroutière et proposer la programmation de projets d'aménagements et de nouveaux services (voies réservées aux transports en commun et au covoiturage par exemple), sans préjudice des maîtrises d'ouvrages respectives des parties prenantes, collectivités et Etat.

Pour mémoire, la CC2T a déjà commencé, à son niveau, à apporter plusieurs contributions à la réduction de la saturation routière, avec d'une part la réalisation des deux aires de covoiturage situées à Gondreville et sur la route départementale de Blénod-lès-Toul à Domgermain, et d'autre part la requalification de la gare de Toul en Pôle d'échange multimodal, afin d'encourager l'utilisation du train et des transports alternatifs à la voiture individuelle. La projet d'un nouveau parking relais aux abords du Pôle commercial Jeanne d'Arc et le lancement de l'expérimentation de covoiturage incitatif en 2024 vont également dans ce sens.

4) Apporter un soutien à la réfection du Pont de Pierre-la-Treiche

Le pont de Pierre-la-Treiche, construit en 1978 par VNF et propriété de l'Etat, présentait dès l'origine des non-conformités, non résolues avant son transfert de facto à la commune en 1997.

La loi Didier du 7 juillet 2014 suivie d'un arrêté ministériel du 22 juillet 2020 a classé le pont de Pierre-la-Treiche parmi les ouvrages, classés prioritaires, dont les caractéristiques techniques et de sécurité justifient l'établissement d'une convention de répartition des charges avec VNF.

Ce pont présente des défaillances structurelles, qui remettent en cause la pérennité de son utilisation par les transports scolaires.

Le coût de sa remise en état, de l'ordre de 1,2 M€ TTC, est très inférieur à celui de son démantèlement, estimé à 2M€.

Sollicité par la commune, le sous-Préfet a initié en 2022 un tour de table des partenaires potentiels, afin de diminuer au maximum le reste à charge pour la commune, dont les moyens financiers sont disproportionnellement faibles par rapport au montant de l'investissement qui lui est imposé.

Ont ainsi été associés à la réflexion : l'Etat, VNF, La Région, le Département, la CC2T et la commune.

La CC2T n'exerçant pas de compétence voirie, un soutien à ce titre ne pouvait pas être envisagé. En revanche, le pont est emprunté pour le transport scolaire des élèves de primaire et secondaire de Pierre-la-Treiche/ Chaudeney-sur-Moselle/ Villey-le-Sec. Le coût théorique du détournement de ces lignes de transport scolaires, estimé sur la base de la DSP actuelle, s'élèverait à 6 400 €/an.

Le pont fait également partie de l'itinéraire des boucles de la Moselle (vélo route voies vertes Pierre-la-Treiche/ Maron).

Il a également été pris en compte dans la réflexion l'effet levier significatif de la participation de la CC2T sur celles des autres partenaires (VNF, Etat, Région, Département).

C'est donc dans cette logique et au titre de ses compétences mobilité et tourisme qu'un soutien, même modeste, de la CC2T est proposé via le mécanisme du fonds de concours, à hauteur de 80 000 € (8 % de la dépense HT). Cette proposition, présentée en exécutif et lors de la commission des Maires du 21 septembre 2023, a fait l'objet d'un avis favorable.

Mis en ligne le 26/02/2024 à 11h34

REÇU EN PREFECTURE

le 26/02/2024

Application agréée E-legalite.com

Afin de définir un cadre à ce type de soutien de la CC2T et éviter tout précédent ingérable par la suite, les critères suivants ont été présentés à la commission des Maires :

- Le pont doit être sur route communale et ouvert à la circulation publique
- Le pont doit servir au passage du Bus Colibri
- Les travaux programmés doivent être rendus nécessaires pour des raisons de sécurité
- Soutien de la CC2T : 80 K€ maximum (fonds de concours), à moduler – le cas échéant à la baisse - selon le montant de travaux et les autres cofinancements obtenus.

C/ CONDUIRE UNE POLITIQUE VOLONTARISTE ET QUALITATIVE D'ADAPTATION DES SERVICES PUBLICS

1) Extension du centre aquatique Ovide

Le programme d'extension du centre aquatique communautaire Ovide vise à renforcer son attractivité et répondre à l'évolution des besoins et attentes des usagers.

En effet, jusqu'à présent très tourné vers les pratiques sportives et l'apprentissage de la natation, il va élargir son panel d'activités en proposant des espaces ludiques intérieurs et extérieurs, un bassin familial et ludique à l'extérieur et un espace bien-être comportant jacuzzi, sauna, jardin zen...etc.

Après un 1^{er} appel d'offres infructueux lancé en 2021, un 2^{ème} a été lancé quelques mois après, dont les résultats ont obligé la collectivité à le déclarer de nouveau infructueux en janvier 2022, car bien au-delà de l'enveloppe estimative inscrite au budget (4.7 M€TTC, honoraires compris).

La décision avait alors été prise de reporter l'opération, après avoir analysé les raisons de ce décalage et apporté de nouveaux éclairages techniques et financiers.

Pour ce faire, il a été fait appel en 2023 à un bureau d'études d'assistance à maîtrise d'ouvrage, qui, sur la base des attendus de la collectivité, a rendu une nouvelle proposition et une nouvelle estimation de l'opération.

Même si l'ambition initiale est restée au cœur de la réflexion, le projet a été totalement retravaillé et validé en assemblée communautaire en 2023.

Il s'articule en 3 volets, qui seront menés de manière concomitante :

- Création d'une extension comprenant un bassin de 10mx20m, à destination des activités scolaires et des cours collectifs, d'un splashpad couvert
- Création d'une extension dédiée à l'espace bien-être
- Améliorations techniques : traitement d'eau autonome pour l'actuelle pataugeoire et adaptation de l'actuel bassin indoor en inox

Le recrutement de la nouvelle équipe de maîtrise d'œuvre est en cours et sera finalisée pour la fin du 1^{er} trimestre 2024.

Coût actualisé de l'opération, honoraires compris : 7 390 000 € TTC, honoraires compris. Les crédits budgétaires 2024 seront proposés à hauteur de 250 K€.

Subventions :

- Fonds contrat de ruralité et DETR, confirmés à hauteur de 450 000 €
- Fonds CTS du conseil départemental à hauteur de 150 000 €
- Subvention Région Grand Est (à solliciter) : 200 000 €

2) Requalification de la base nautique

Le programme des travaux envisagés prévoit la démolition des bâtiments actuels et la construction d'une nouvelle base.

L'objectif du projet architectural et technique pour l'accueil des activités nautiques (aviron) est d'offrir des bâtiments aux normes et fonctionnels avec une attention particulière sur l'intégration paysagère et urbaine.

La volonté manifestée par la collectivité auprès du club d'aviron est que les activités pratiquées aient un rayon d'action élargi, en touchant d'autres publics et notamment les scolaires.

Mis en ligne le 26/02/2024 à 11h34

REÇU EN PREFECTURE

le 26/02/2024

Application agréée E-legalite.com

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour 2024

21_D0-054-200070563-20240222-2024_01_01-

A la suite de la prise en compte de l'ensemble des contraintes techniques et administratives, le dossier marché est prêt à être lancé en février 2024. Les travaux sont prévus en 3 phases (construction du hangar à bateaux, démolition des anciens bâtiments, construction de la base vie) , leur réception est escomptée fin 2025-début 2026.

Coût actualisé de l'opération, honoraires compris : 2 670 000 € TTC. Les crédits budgétaires 2024 seront proposés à hauteur de 400 K€.

Subventions notifiées à ce stade : DETR 200 000 €

3) Restructuration des bâtiments techniques communautaires

Les équipes techniques du Pôle environnement et du service technique intercommunal et d'insertion (ST2i) ont dû s'adapter depuis 2014 à l'extension du périmètre et des compétences de la communauté de communes.

Ce sujet, déjà abordé lors des derniers DOB a considérablement évolué dans son approche pour tenir compte des données foncières, techniques, financières et des besoins.

Concernant le ST2i (service technique intercommunal et d'insertion), leurs bureaux se trouvent situés à différents endroits du hangar actuel et pour partie au siège social (bureau du responsable d'insertion). Qu'il s'agisse des ateliers techniques comme des bureaux des agents du ST2i effectuant des travaux administratifs ou étant amenés à accueillir des agents ou des fournisseurs, les conditions ne sont plus du tout adaptées à l'effectif du service ni à la diversification de ses missions.

La petite salle de réunion (10 personnes) ne permet pas non plus d'organiser des réunions internes et implique en conséquence le déplacement sur le site de l'Espace K ou au siège CC2T.

Enfin, le manque de rangements et de stockage sur un même site et un même hangar, pour les cinq services ST2i, chantier d'insertion, Eau, Assainissement, Déchets ménagers) accentue cette problématique.

En conséquence, l'idée de relocalisation du Service Technique Intercommunal et d'Insertion, séparé des services Eau, Assainissement et Déchets ménagers et des services situés au siège social (Direction Générale, Pôle développement et divers services administratifs), s'est posée comme une évidence, pour un meilleur fonctionnement et un bon accueil des agents. Le projet se situe face au centre de secours principal, en bordure de D 400.

Une équipe de maîtrise d'œuvre a été recrutée le 9 novembre 2023 et travaille aux esquisses du projet. Le calendrier prévisionnel prévoit une remise du dossier de marchés fin mai. Les travaux devraient durer environ 18 mois, ce qui laisse espérer une réception des travaux fin 2025.

L'enveloppe estimative actuelle, valeur novembre 2022 est fixée à 2 400 000.00 € TTC, honoraires compris. Les crédits de paiement proposés pour 2024 s'élèvent à 140 K€.

Des aides financières sont sollicitées :

- DETR (250.000 €)
- Contrats Territoires Solidaires (CD 54 - 250 000.00 €).

Concernant les bureaux des équipes techniques du pôle environnement, la libération de l'actuel bâtiment du ST2i va permettre de les accueillir dans de bonnes conditions, après réalisation des travaux d'adaptation et de requalification nécessaires, tels que présentés lors du DOB 2023.

Il s'agit donc d'un 2nd projet, dont le déroulement est étroitement lié au déménagement des équipes du ST2i. Si le calendrier de réalisation du bâtiment du ST2i est conforme aux prévisions, les premiers travaux d'adaptation des locaux pour le pôle environnement devraient démarrer en 2025.

En attendant et pour apporter de meilleures conditions de travail aux équipes concernées, des bâtiments de type Algeco ont été provisoirement installés à proximité du siège de la CC2T en 2023.

4) Relocalisation du Relais Parents-enfants

Le Relais Petite Enfance Terres Toulaises est un lieu d'informations, d'éveil et de mise en relation de l'offre et de demande de garde. Assistant(e)s maternel(le)s, parents et enfants y trouvent un lieu d'accueil, d'informations et de conseils, où sont également proposées des activités ludiques et d'éveil, ainsi que des réunions thématiques.

Afin d'améliorer les conditions d'accueil des familles et des professionnels et les conditions de travail des agents du RPE, sa relocalisation dans des locaux plus adaptés a été validée. La relocalisation est prévue au sein du bâtiment 001, propriété de la CC2T, à ECROUVES, qui offrent des locaux plus adaptés. Ces locaux se trouvent à proximité des services de la Maison du département et du siège de la CC2T, ce qui représente un intérêt certain pour les parents dans l'offre de service et améliore la lisibilité du RPE comme service de la communauté de communes.

L'estimatif, honoraires compris est arrêté à 430 000 € TTC, dont 345 000 € correspondant au projet RPE et 85 000 comprenant des modifications sécuritaires à réaliser pour accéder au RPE.

Subventions :

- CAF : 50 000 €
- DETR : 82 000 €
- CD 54 : fonds appui aux territoires : 85 000 €

Le démarrage des travaux est escompté au second semestre 2024 et devraient durer de 3 à 4 mois.

5) Accueil d'un établissement public INSERRE

Fin 2020, la CC2T a délibéré favorablement pour l'accueil d'un établissement public InSERRE (Innover par des Structures Expérimentales de Responsabilisation et de Réinsertion par l'Emploi) sur son territoire. Cet établissement vise à accueillir 100 détenus et mobilisera 67 personnels pénitentiaires.

Cette initiative engagée par le ministère de la Justice et l'Agence du Travail d'Intérêt Général et de l'Insertion Professionnelle (ATIGIP) consiste en l'expérimentation de 3 établissements pénitentiaires à taille humaine où 100% des personnes détenues ont accès à un travail et à une formation.

Dans le cadre de l'accompagnement de la collectivité à l'accueil de cette structure, la mise à disposition gracieuse de l'emprise foncière nécessaire a été validée. Les parcelles nécessaires au projet sont situées secteur Taconnet ouest.

Les années 2021, 2022 et 2023 ont été consacrées aux négociations foncières et aux procédures d'acquisition amiables, ainsi qu'à la constitution du dossier d'utilité publique pour celles nécessitant de recourir à l'expropriation.

Les crédits proposés pour 2024 pour finaliser les acquisitions foncières s'élèvent à 97 K€.

De son côté, le ministère de la Justice et l'ATIGIP commencent à diligenter les 1ères études, la livraison de cet établissement étant annoncée officiellement pour 2027.

Après de multiples échanges, l'agence a confirmé le 17 avril 2023, les contours de faisabilité du projet InSERRE : l'étude porte sur environ 9 hectares incluant les zones de voiries, parkings et autres emprises nécessaires. La livraison de l'établissement est annoncée à horizon 2027.

Des études sont en cours en lien avec l'Etat afin de déterminer les modalités techniques et financières liées à l'accès principal InSERRE via la RD 611, les services et personnels devant accéder par la RD 191 et la voirie créée en 2018.

6) Accompagner la requalification du site de la Rochotte de Pierre-la-Treiche

Le site naturel et piscicole de la Rochotte à Pierre-la-Treiche, d'une surface globale de 17 hectares, est aujourd'hui propriété de la commune. La Communauté de Communes Terres Toulaises a été sollicitée pour examiner les possibilités de revitalisation de cet ensemble porteur d'intérêts multiples pour le territoire intercommunal.

Cette emprise foncière regroupe sur l'ensemble de sa surface plusieurs espaces, qui sont à ce stade de la réflexion destinés à des pratiques agro économiques (pisciculture, cressonnière, maraîchage), une vaste zone dédiée à une activité sport/loisirs (parcours de pêche) et 5 hectares de forêt. Environ 3 hectares de terrains maraîchers et 600 m² de corps de ferme et habitation, ont été par ailleurs acquis par Terres de Liens et loués à un exploitant.

En 2023, la Banque des Territoires a été sollicitée afin de mobiliser divers crédits en ingénierie sur les thématiques suivantes :

- La sécurisation du site, notamment pour les bâtiments en mauvais état
- La réalisation de travaux de dépollution
- La réalisation d'une étude de vocation/pré-aménagement pour définir précisément le projet à mettre en place : maraîchage circuit court, maintien de la pisciculture et conventionnement avec l'Université de Lorraine, aquaponie, développement touristique, programme de valorisation environnemental et touristique (parcours de pêche), gestion des milieux humides et écotourisme
- La déclinaison d'une approche pédagogique forte à destination des scolaires et du public, qui pourrait aussi se retrouver dans les activités piscicoles et le maraîchage.

En partenariat avec l'Université de Lorraine, une enquête auprès de divers publics pour évaluer les attentes et les perceptions de réhabilitation du Domaine de la Rochotte est en cours, les résultats étant attendus pour avril 2024.

Toutes ces études, lorsqu'elles seront réalisées, doivent permettre de définir le devenir du site au regard de l'intérêt communautaire. Pour mémoire, la CC2T a inscrit 32 K € de crédits au budget 2023 (coût d'acquisition du site et 1ères études).

Les moyens financiers, nécessaires à la requalification, bien que non quantifiés à ce jour, risquent très probablement de dépasser les possibilités communales. Par ailleurs, le potentiel d'activités inhérent à ce site (développement économique, activités de loisirs, partenariat avec le chantier d'insertion, alimentation en circuit court...) milite pour la reconnaissance de son intérêt communautaire. C'est une décision qui appartiendra à l'assemblée communautaire.

D/ POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE : EXIGENCE ET PRAGMATISME

1) Programmes du cycle de l'eau (eau-assainissement GEMAPI)

La CC2T exerce les 3 compétences qui englobent la question du cycle de l'eau : eau- assainissement -GEMAPI (GEstion des Milieux Aquatiques et Protections contre les Inondations).

L'eau et l'assainissement font l'objet de deux budgets annexes et de recettes affectées : redevances de l'eau et de l'assainissement, qui ont été réhaussées en 2023 et pour 2024, après 3 ans de statu quo.

La GEMAPI est financée par le budget général, sans recette affectée à ce stade. La mise en place éventuelle d'une taxe GEMAPI – choix opéré par de nombreuses collectivités – fera l'objet d'un examen spécifique en 2024 au sein des commissions GEMAPI et Finances.

Mis en ligne le 26/02/2024 à 11h34

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour 2024 le 26/02/2024

Application agréée E-legalite.com

21_D0-054-200070563-20240222-2024_01_01-

Pour 2024, les opérations majeures à prévoir sont :

Pour l'assainissement/eaux pluviales :

- Poursuite des travaux de « Terres Toulaises Nord »
- Fin des travaux de Bouvron (réalisation de la STEP)
- Lancement de l'opération pour Laneuveville-derrière-Foug (via Lucey)
- Accompagnement des travaux communaux (Gondreville, Ecrouves, Dommartin-les-Toul, Toul, Foug, Pagney, ...)
- Gestion patrimoniale (STEP de Toul, etc...)
- Poursuite de l'élaboration du plan de zonage pluviale
- Lancement de « l'opération collective » sur les récupérateurs d'eau de pluie : vente de matériel à prix très attractif
- Lancement de « l'opération collective » sur la mise en conformité assainissement : aide aux habitants pour les travaux nécessaires en domaine privé

Pour l'eau potable :

- Poursuite des travaux sur le Parc de Haye
- Sécurisation Lucey à Lagney
- Renouvellement de la Station Saint -Mansuy à Toul
- Accompagnement des travaux communaux (Gondreville, Ecrouves, DLT, Toul, Foug, Pagney, Lucey)
- Gestion patrimoniale

En matière de GEMAPI :

Sur le volet PI (via EPTB) :

- La cotisation 2024 passe de 3.20 à 3.60 €/hab. soit environ 160 k€ HT pour la CC2T en 2024.
- Poursuite des études engagées par l'EPTB (Madon, Meurthe, Moselle) sur les problématiques de prévention et de gestion des inondations (PAPI, études de danger, définition des systèmes d'endiguement, modélisation de la Moselle médiane...)

Sur le volet GEMA (en interne CC2T)

- Poursuite des travaux sur l'Esch en partenariat avec CC Bassin de PAM : travaux réalisés en 2023 mais non facturés par CCBPAM : 362 168,92 € de dépenses (subventions 80%) + travaux 2024 et 2025 avec une enveloppe travaux estimée à 380 -400 k€ HT – subvention 80%
- Lancement du programme de travaux sur Gye : travaux estimés à 275 k€ HT y compris MOE (subventions 80% attendues)
- Diagnostic de l'ensemble du réseau hydrographique (ripisylve et hydromorphologie) à lancer (recrutement d'un stagiaire « longue durée » en master 2 privilégié plutôt qu'un BE)
- Poursuite du PPV Boisements humides du Gare-le-Cou (reste env. 10 k€ HT de dépenses – 80% de subvention)
- Participation au SAGE Rupt-de-Mad, Esch et Trey (env. 2.5 k€)
- Relance du dossier de restauration/renaturation de l'Ingressin
- Poursuite de l'élaboration de la Charte GEMAPI à l'échelle et en partenariat avec les CC du Pays Terres de Lorraine.

2) Déchets ménagers : produire moins, trier mieux... toujours et encore.

Après les changements importants opérés en 2023 sur les modalités de collecte (une semaine/2 pour les bacs), de tri (séparation des déchets fibreux et non fibreux), et de tarification (décision de soumettre l'ensemble des entreprises à la TEOM à compter de 2024), l'année 2024 démarre avec un nouveau changement de taille : le tri des biodéchets appliqués à tous, ce qui signifie pour la collectivité l'obligation de proposer des solutions, afin que ce tri soit possible pour chaque foyer, qu'il soit situé en zone rurale ou urbaine.

Mis en ligne le 26/02/2024 à 11h34

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour 2024
le 26/02/2024

Application agréée E-legalite.com

21_D0-054-200070563-20240222-2024_01_01-

Cette nouvelle donne nationale a évidemment un coût et un impact pour le budget des OM de la CC2T : déploiement des composteurs collectifs et des abri bacs sur l'ensemble du territoire communautaire, avec mise en place des opérations de vérification et d'entretien pour les premiers et de collecte par un prestataire pour les seconds.

Cela étant, ces efforts consentis au niveau collectif et individuel ont un impact positif sur le volume de déchets ménagers produit à l'échelle des Terres Toulaises (- 1000 tonnes constaté en 2023).

Parallèlement, la collectivité poursuit le déploiement des plateformes de déchets verts (2 à rénover à Foug et Domgermain en 2024 et 3 nouvelles restant à créer).

Ainsi, l'ajustement des dépenses (évolution des marchés, coûts de collecte et traitement des biodéchets, opérations de maintenance et de renouvellement des conteneurs, renfort ponctuel en personnel pour faire face aux besoins) s'accompagne d'une évolution logique des recettes (augmentation des bases foncières, baisse du produit de la part incitative liée à la diminution du volume de déchets ménagers collectés, augmentation de l'assiette de TEOM liée à la taxation des professionnels mais diminution subséquente du produit de la redevance spéciale ..).

Compte tenu de ces éléments, il sera proposé un maintien des taux de TEOM 2023 en 2024 lors du vote du budget.

E/ LIEN COMMUNES-COMMUNAUTE : LE CHOIX DE LA PROXIMITE ET DE LA SOLIDARITE

1) Poursuite et évolution des actions du schéma de mutualisation

Dans le cadre du schéma de mutualisation du bloc communes-communauté, plusieurs actions se sont déjà mises en place au fil du temps :

- Mise à disposition des équipes du ST2i pour la réalisation de travaux dans les communes
- Commandes groupées, pilotées par la CC2T, de certains matériels et équipements également utiles aux communes : défibrillateurs, sel de déneigement et accessoires liés, équipements de sécurité sanitaire, contrats de maintenance et vérifications réglementaires
- Opérations de contrôle des bornes à incendie dans les communes

A l'inverse, certaines mutualisations de moyens sont pilotées par les communes et mises à disposition de la CC2T. C'est le cas des opérations de déneigement des zones d'activités de la CC2T, réalisées par les communes où sont situées ces zones et refacturées à la CC2T.

La création d'un réseau mutualisé de secrétaires de Mairies, examiné en 2022 et 2023 à la demande des Maires, n'a finalement pas abouti à une proposition à même d'être concrétisée, eût égard d'une part aux attentes diverses et évolutives des Maires et de leurs secrétaires, d'autre part aux contraintes propres de la CC2T, dont le territoire géographiquement très étendu ne facilite pas la mise en place d'un tel réseau mutualisé.

Cela étant, les propositions et demandes liées au schéma continuent d'évoluer en fonction des attentes exprimées par les communes et des possibilités existantes au sein de l'intercommunalité.

Ainsi, au premier trimestre 2024, la CC2T sera en mesure de proposer aux communes des tarifs négociés pour les opérations de maintenance obligatoires (portes automatiques et motorisées, engins de levage, équipements de protection et dispositifs d'ancrage, vérifications électriques et thermographie, vérifications des jeux extérieurs...). Par ailleurs, une étude financière est en cours afin de proposer l'assistance de l'électricien CC2T pour l'analyse et le suivi des rapports électriques (hors réalisation de travaux).

Par ailleurs, la CC2T étudie la possibilité de proposer une prestation sur la réalisation de signalisation horizontale et la fourniture des matériaux lors des interventions dans les communes.

Mis en ligne le 26/02/2024 à 11h34

REÇU EN PREFECTURE

le 26/02/2024

Application agréée E-legalite.com

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour 2024

21_D0-054-200070563-20240222-2024_01_01-

2) Poursuite du Pacte financier et fiscal

Les mesures mises en œuvre depuis 2018 dans le cadre du Pacte Fiscal et Financier communes-communauté visent à gagner en équité et en solidarité territoriales, en utilisant les marges de manœuvre dont dispose le bloc communes-communauté, dans un contexte de raréfaction globale des ressources publiques, avec notamment :

- **De premiers rééquilibrages des attributions de compensation** (en + ou en -) prenant en considération la situation des communes et les indicateurs de richesse,
- **La prise en charge par la CC2T de la totalité du prélèvement du FPIC** (fonds national de péréquation intercommunale) dont sont redevables la communauté de communes et les communes membres,
- **Le versement par la CC2T aux communes d'une dotation de solidarité communautaire** annuelle dont le montant a été porté en 2023 à 729 821 € répartis entre les communes avec application de critères validés en assemblée,
- **Le partage de 50% de la croissance de la taxe foncière bâtie (TFB) communale des ZAE communautaires** sur lesquelles la CC2T a assumé des dépenses d'équipement. Ce reversement est effectif depuis 2022 et est conditionné à la croissance du produit de TFB communal.
- **Le partage à venir de 50% produit de l'IFER** (impôt forfaitaire sur les entreprises de réseau) communautaire pour de nouveaux projets photovoltaïques menés par les communes et pour lesquels aucun produit d'IFER ne revient à la commune. La CC2T affectera 50% du produit complémentaire d'IFER photovoltaïque aux communes (20% à la commune d'implantation, 30% à l'ensemble des communes).
- **Le prélèvement prioritaire sur les sommes reversées par la CC2T aux communes en cas de fermeture significative d'entreprise** (établissement dominant), et ce, afin de venir en soutien de la commune d'implantation qui se verrait confrontée à la perte de taxe foncière bâtie de cet établissement.

Au total et sur la durée du mandat, cette dotation versée par la CC2T aux communes représente à ce stade un montant total de plus de 3,8 millions d'euros.

La volonté du Président et de l'exécutif est d'approfondir encore les outils de solidarité financière et fiscale entre la communauté et ses communes membres, avec l'utilisation d'outils réglementaires (dotation de solidarité, fonds de concours...) et l'application de critères objectifs tenant compte de la richesse des communes mais aussi des charges assumées.

L'organisation d'un séminaire dédié est programmée à la rentrée de septembre 2024 (date à confirmer).

3) Rencontres territorialisées au sein de la communauté : bilan et perspectives

Afin de favoriser le dialogue direct avec les communes et les élus municipaux, des rencontres avec le Président de la CC2T et l'exécutif ont été organisées fin 2021 (avec les Maires) et fin 2022 (avec les conseillers municipaux).

Si la diversité des thèmes abordés a permis, lors des rencontres de 2022 avec les conseillers municipaux, d'échanger sur de nombreux sujets en lien avec les compétences de la CC2T et au cœur des préoccupations des communes, la participation fut en revanche assez modeste, puisque ce sont seulement 110 conseillers municipaux environ qui ont participé à ces réunions.

Ce constat a invité le Président et l'exécutif à proposer une formule différente pour les rencontres souhaitées avec la population.

Ainsi, une journée type portes ouvertes intitulée « Les coulisses de la Com'com » sera organisée le samedi 8 juin 2024. Elle sera dédiée à la présentation des actions de la CC2T et réservera des moments d'échanges, des découvertes et la visite de plusieurs sites à proximité du siège. L'organisation de cette manifestation mobilisera des crédits financiers adaptés, en cours d'estimation. Ils seront proposés dans le cadre du budget 2024 ou d'une décision modificative si nécessaire.

F/ CONTRIBUER AU RAYONNEMENT DU TERRITOIRE

1) Soutien au milieu associatif et à la coopération décentralisée

Chaque année la communauté de communes mobilise l'équivalent de 1€ par habitant pour venir en soutien de manifestations associatives locales, qui contribuent au rayonnement du territoire et participent à la promotion de la collectivité et du territoire, avec une attention particulière aux démarches de développement durable et de citoyenneté. A cette enveloppe annuelle « classique » s'ajoute l'octroi possible de subventions exceptionnelles (enveloppe de 5 000 €/an). Dans ce cas, il s'agit d'accompagner financièrement un projet revêtant un caractère exceptionnel du fait de son fort rayonnement communautaire et de son impact sur le territoire.

En 2023, ce sont au global 23 associations qui ont été soutenues dans leurs initiatives, touchant divers domaines (culture, sport, animation du territoire, citoyenneté et écocitoyenneté...), pour un montant global de 36 715€.

Pour 4 associations, une convention pluriannuelle de partenariat est conclue avec la CC2T (Tota Compania, Théâtre de Cristal, Compagnie Alpam Man'ok, SCIC Turbul'lance).

A titre ponctuel et pour soutenir la reprise du festival JDM, l'octroi de la subvention à la SCIC Turbul'lance fait l'objet d'un versement anticipé, afin de les aider à faire face à leurs besoins de Trésorerie. Les autres collectivités partenaires font la même démarche.

Par ailleurs, dans le cadre de la compétence communautaire de coopération décentralisée, la CC2T est partenaire depuis plus de 10 ans d'une communauté rurale en Casamance au Sénégal (Oukout), qu'elle accompagne dans ses projets d'intérêt général (eau potable, mobilité, économie...). Elle mobilise pour cela des crédits budgétaires sur les budgets eau et assainissement, tels que prévus par la loi Oudin-Santini de 2005, qui permet aux collectivités d'affecter jusqu'à 1% de ces budgets à des actions de coopération et de solidarité internationales. Le programme d'investissement pour l'adduction de l'eau potable dans cette communauté rurale entame en 2024-2025 sa dernière phase.

2) Relations avec les collectivités voisines

Plusieurs domaines d'actions de la communauté de communes impliquent d'étendre la réflexion au-delà des frontières du territoire intercommunal. C'est ainsi que des partenariats avec d'autres structures institutionnelles se sont tissés au fil du temps et continuent d'évoluer :

⇒ **Le Pays Terres de Lorraine**, composé des communautés de communes de Moselle-et-Madon, du Saintois, de Colombey sud Toulais et de Terres Toulaises. Il met en œuvre des actions de coopération principalement dans les domaines de l'économie, de l'énergie, de l'alimentation, de la santé.

L'évolution des missions du Pays et la création en 2021 de l'agence de développement Lorr'up à l'échelle Sud 54 l'ont amené à revoir son organisation et à clarifier ses domaines d'actions au travers divers outils, synthétisés ci-dessous :

- Transition énergétique (accompagnement des PCAET, conseiller en énergie partagée..)
- Programme alimentaire territorial et agriculture
- Contrat local de santé
- Mission Locale
- MEEF
- Accompagnement des créateurs d'entreprises (missions ex-ADTL non transférées à Lorr'up)

⇒ **Le Pôle métropolitain Nancy Sud Lorraine**, organisé en syndicat mixte et composé des 13 intercommunalités du Sud 54, plus communément appelé la « Multipôle ». Fédérées initialement autour du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), les intercommunalités mènent depuis 2017 des actions communes en matière d'aménagement et d'urbanisme, de mobilités, d'économie, de numérique, de tourisme, d'environnement et d'agriculture.

Le nouveau document SCOT de planification urbaine, arrêté par le syndicat mixte de la Multipôle, est en phase de consultation auprès des 13 EPCI membres. Ses impacts potentiels sur le PLUiH de la Communauté de Communes ont fait l'objet de séances d'information et d'échange en commission et de l'envoi d'une note circonstanciée à l'ensemble des délégué(e)s communautaires le 5 février 2024.

Dans le domaine économique, l'agence Lorr'up, que Fabrice Chartreux est amené à présider à la suite du mandat exercé actuellement par Mathieu KLEIN, a vocation à développer les coopérations des EPCI dans le domaine économique, concourir à l'attractivité globale du Sud 54 et accompagner les porteurs de projets de développement.

⇒ **Le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Grand Nancy Sud 54- Infrastructures et mobilités**, constitué en 2023 et dédié à l'étude et la coordination des alternatives multimodales à la saturation autoroutière au sein du bassin de Nancy (axes A31/A33).

Dans le cadre du projet A31bis, une concertation a eu lieu en 2018-2019 sur les travaux à engager sous maîtrise d'ouvrage de l'État, gestionnaire de ces infrastructures. À l'issue de cette concertation, le Ministre en charge des Transports a conclu à la nécessité de mettre en place une démarche multi-partenariale et multimodale entre l'État et les collectivités locales intervenant en matière de mobilités sur le bassin de vie de Nancy.

L'objectif est d'étudier, dans le respect des compétences de l'État et chacune des collectivités locales, des solutions alternatives permettant de répondre aux enjeux de mobilités.

La CC2T a délibéré le 15 juin 2023 pour adhérer à ce GIP, qui réunit des représentants de l'Etat, de la Région, du Département et des 13 EPCI membres de la Multipôle.

Dans le cadre des études menées et de la coordination nécessaire des actions des différents membres du GIP, toutes les initiatives menées ou en cours de réflexion au niveau de la CC2T pour trouver des alternatives à l'autosolisme (parking relais, covoiturage, Pôle d'échange multimodal en Gare de Toul, schéma vélo...) sont portés aux travaux de ce GIP.

⇒ **Le Pôle métropolitain européen du Sillon Lorrain**, porté à l'origine par les 4 intercommunalités de Thionville, Metz, Nancy et Epinal, compte la CC2T comme « territoire associé » depuis fin 2019.

Cette structure a pour vocation globale de favoriser la compétitivité et le rayonnement de ce grand territoire au sein de la région Grand-Est. Cela passe par différents types de coopérations, qui ont pour objectifs de structurer et coordonner des prises de position communes (sur des sujets comme l'A31, la santé...), de partager un niveau d'expertise sur des sujets innovants et/ou à enjeu et de coconstruire des projets métropolitains (réalisation d'une bibliothèque numérique, création du label Lorr'Tech pour les entrepreneurs...).

G/ TABLEAU DE BORD DES PRINCIPALES OPERATIONS 2024

	Opération engagée, en cours
	Opération proposée – décision à prendre

	THEME OPERATION	ECHEANCIER	IMPACT BUDGETAIRE 2024	OBSERVATIONS	ELUS REFERENTS
A M E N A G E M E N T D U T E R R I T O I R E	MOBILITE	2020 et après	Budget annexe sans dotation du budget principal <i>SFE versée au délégataire = 2,9M€</i>	DSP en cours jusque fin 2025 et renouvellement à préparer dès 2024 Actions et équipements de mobilité alternative (expérimentation covoiturage) Plan vélo validé en décembre 2022 1ères réalisations Ecrouves – Toul – DLT + marquages Lucey – Choley	J. BOCANEGRA E. POIRSON
				Fonds de concours réfection du pont de Pierre-la-Treiche– 80 K€ (impact transport scolaire)	
	Réaménagement Gare de Toul	2019-2023	Budget annexe mobilité opération subventionnée CP : 500K€	Requalification en pôle d'échange multimodal Solde de l'opération	A.HARMAND J. BOCANEGRA
	Plan Climat Air Energie Territorial	pluriannuel	Actions transversales (mobilité, environnement, développement...) Autorisation de programme amélioration énergétique bâtiments CC2T créée en 2023 AP portée de 250K à 1,25M€ CP 2024 : 120 K€	Réalisation en lien avec le Pays Terres de Lorraine Mise en œuvre progressive des actions inscrites au PCAET (parcs photovoltaïques, station multi- énergies verte, mobilité alternative, reboisement dans les communes en compensation aménagement ZAE parc de Haye...) Création d'un budget annexe dédié	O. HEYOB X. COLIN

U R B A H A B I T A T	URBANISME- PLUiH	2018-2023 2024		PLUIH approuvé à l'unanimité en 2023 Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi) + projet Domgermain +modifications urgentes	JP. COUTEAU
	OPAH (opération programmée d'amélioration de l'habitat)	pluriannuel	2 enveloppes pluriannuelles (AP) : Particuliers = 447K€ Communes = 281K€ Crédits 2024 : 424K€ (y compris accompagnement)	Aides versées aux particuliers sous conditions de ressources + accompagnement des projets communaux	JP COUTEAU

D E V E L O P P E M E N T	PITE, Génie, Bruley, Noviant-aux-Prés, Zones logistiques Sud Lorraine et Croix St Nicolas	pluriannuel	Budgets annexes	Poursuite des opérations de commercialisation, d'aménagement et d'entretien des zones.	F. CHARTREUX JP. COUTEAU
	Espace K	pluriannuel	Concession à SEBL Enveloppe 2024 : 300 000 €	Finalisation des aménagements, bâtiment 150, rénovation thermique bâtiment 200, ombrières sur parking	F. CHARTREUX JP COUTEAU
	Espace du Génie	pluriannuel	Concession à SOLOREM Enveloppe 2024 : 150 000 €	Ecoquartier (+ pavillons MRAI), parc solaire, poursuite commercialisation zone tertiaire	
	Travaux requalification accès au Pôle J d'Arc et aménagement ex-CHU	2021-2026	Enveloppe 2024 : 360 K€	⇒ Requalification voiries Pôle J d'Arc (estim. 2,8 M€HT) ⇒ Requalification friche ex-CHU : recrutement d'un aménageur à l'issue	F. CHARTREUX JP. COUTEAU
	ZAE Parc de HAYE	pluriannuel	Concession à SEBL Enveloppe 2024 : 900 000 €	Travaux de requalification des voiries, réseaux, création d'un giratoire, pistes cyclables, nouvel éclairage public, la démolition des bâtiments vétustes... Déficit porté par la CC2T de 11,8M€HT 2024 : travail sur l'acquisition de l'ancien campus ONF – à confirmer : prise en charge du coût sur le bilan de ZAC	F. CHARTREUX JP. COUTEAU
	SIAé de Domgermain	pluriannuel	CP 2024 : 400 K€ Concession à établir	Fermeture du site militaire fin 2024 et requalification en ZAE 2024 : recrutement d'un aménageur + « pré aménagement » (études, dévoisement d'un ruisseau...)	F. CHARTREUX JP COUTEAU
	Parc de Loisirs de la Forêt de Haye	pluriannuel	Budget principal	Charte forestière Adhésion au syndicat mixte du parc de loisirs : en attente	X. COLIN
	Pol. commerciale, économie rurale	pluriannuel	Budget principal 34 000 €	Manager de commerce mutualisé avec la commune de Toul + expérimentation marchés dans les communes du Nord du territoire	A. HARMAND
	Tourisme	pluriannuel	Budget principal Cotisation socle Maison du Tourisme 225 990 €	Convention d'objectifs avec la Maison du Tourisme à revoir en 2024 V52 : articulation intervention CD54 /CC2T à examiner en 2024	JP COUTEAU
	Projet INSERRE	pluriannuel	Estim. 2024 97 000 € (achat des terrains)	2021/2024 : acquisition foncière (CC2T) et études préalables (Etat) Ouverture annoncée pour 2027	F. CHARTREUX A. HARMAND

E N V I R O N N E M E N T	EAU POTABLE	Depuis 2020	Budget annexe	Poursuite des travaux de sécurisation du Parc de Haye Lancement travaux réhabilitation de la station de refoulement de St Mansuy à Toul Lancement des travaux Lucey-Pagney Gestion patrimoniale et accompagnement des travaux communaux Tarification sociale/progressive à examiner en 2024	L. GUYOT
	RIVIERES ET GEMAPI	pluriannuel	Budget principal Crédits 2024 (investissement et reports) : Estim. 765K€ (80 % de subventions) + cotisation EPTB en fonctionnement (157K€)	Poursuite des travaux Esch Poursuite plan de préservation et de valorisation « Gare le Cou » (Toul et Domgermain) Lancement du programme de travaux sur les ruisseaux de Gye Relance de la suite des études sur l'Ingressin et affluents Lancement d'une étude diagnostique sur l'ensemble du chevelu de la CC2T Missions déléguées à l'EPTB sur la partie protection des inondations : cotisation 2023 : 3,60€/hab → réflexion à mener sur instauration taxe GEMAPI	JL. STAROSSE
	ASSAINISSEMENT +	pluriannuel	Budget annexe	Fin des travaux Bouvron Poursuite des travaux de « Terres Toulaises Nord » Fin des études Laneuveville-der-Foug et lancement de la consultation Gestion patrimoniale et accompagnement des travaux communaux	L. GUYOT
	EAU PLUVIALE		Budget principal	Plan de zonage pluvial + accompagnement des études communales Traversée de Dommartin-les-Toul Travaux Grand Ruisseau Pagney-der-Barine Fossé du Gué Toul : en cours d'investigations complémentaires	
	PROGRAMME OM	pluriannuel	Budget annexe	Déploiement de solutions pour les biodéchets + déchets cantines en lien avec le SMGT Poursuite déploiement plateformes de déchets verts (2 rénovations et 3 créations) Poursuite projet incinérateur mutualisé	JL STAROSSE
	ESPACES NATURELS ECOCITOYENNETÉ BIODIVERSITÉ	pluriannuel	Diverses lignes mobilisées sur le budget principal	Actions de sensibilisations à l'éco-citoyenneté Interventions Espaces naturels sensibles et sites Natura 2000 Entretien et gestion des vélos routes voies vertes	JL CLAUDON

S E R V I C E S P U B L I C S	SCHEMA DE MUTUALISATION	pluriannuel	Budget principal Charges à caractère général et recettes en fonctionnement	Interventions ST2i dans les communes Groupements de commandes et accompagnement des communes en matière de commande publique 2024 : proposition de mutualisation des opérations de maintenance obligatoire	C. SAUVAGE
	PETITE ENFANCE	pluriannuel	Budget principal Fonctionnement Recettes redevances des familles et CAF	Crèches intercommunales de Bois de Haye et Manonville, Relais Parents Enfants (RPE) Coordination et lien avec le CCAS de Toul	D. PICARD
				Proposition de création de poste coordination enfance jeunesse financé à hauteur de 24 000€/an par la CAF au titre de la CTG	
			Investissement : relocalisation RPE coût travaux revu de 270K€ HT à 385K€* sub. CAF- DETR-CD54	Relais parents Enfants (RPE): relocalisation dans le bâtiment 001 2024 : finalisation des études, consultation et démarrage des travaux (* dont 85 K€ de travaux sécurité non liés au RPE)	
	Soutien au milieu associatif	pluriannuel	Budget général Env. 50 000 €/an	Soutien aux manifestations ayant un rayonnement intercommunal	E. PAYEUR
	Coopération décentralisée	pluriannuel	Max. 48 000 €	Soutien aux opérations d'adduction d'eau potable Crédits loi Oudin et budget général	E. PAYEUR
	OVIVE Travaux d'extension	pluriannuel	Budget général AP revue à 7,4M€ Crédits 2024 : 250 K€	Programme revu Nouvelle équipe de maîtrise d'œuvre en cours de recrutement Parallèlement : montée en puissance de la Maison sports santé → affectation d'1/2 poste supplémentaire (déjà existant au tableau des effectifs)	E. PAYEUR
	Base Nautique André Vecker	2020-2025	Budget général AP revue à 2,7M€ Crédits 2024 : 400 K€	Appel d'offres : 1 ^{er} semestre 2024 Démarrage des travaux espéré pour fin 2024	E. PAYEUR
	Nouveaux bâtiments pour ST2i et relocalisation équipes techniques pôle environnement	2021-2025	Bâtiment ST2i : AP à porter à 2,4M€ CP 2024 : 140 K€ Bâtiment env. : Estim. : 2,2M€	Création d'une nouvelle base pour le ST2i – Esquisse en cours de finalisation Services techniques du pôle environnement provisoirement installés dans des bâtiments Algeco	F. CHARTREUX C. SAUVAGE
	Site de la Rochotte Pierre-la-Treiche	pluriannuel	Budget général 2024 : 32K€ (acquisition foncière et frais premières étude)	Projet de reprise du site désaffecté pour activités insertion/production maraîchère circuits courts + valorisation patrimoine naturel pour actions de sensibilisation ENS et écocitoyenneté	F. CHARTREUX C. SAUVAGE JL CLAUDON

Mis en ligne le 26/02/2024 à 11h34

REÇU EN PREFECTURE
Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour 2024 le 26/02/2024

Application agréée E-legalite.com

21_D0-054-200070563-20240222-2024_01_01-

3/ LES FINANCES DE LA COMMUNAUTE

A/ LES RESULTATS COMPTABLES POUR L'ANNEE 2023

COMPTE FINANCIER UNIQUE PROVISoire 2023	SECTION DE FONCTIONNEMENT	Taux de réalisation réel hors report	SECTION D'INVESTISSEMENT	Taux de réalisation global de la section	TOTAL
BUDGET PRINCIPAL CC2T (70000)					
TOTAL DEPENSES	24 268 953	97,3%	4 112 420	60,3%	28 381 373
TOTAL RECETTES	26 712 317	102,8%	2 979 577	43,7%	29 691 894
RESULTAT DE L'EXERCICE	2 443 364		-1 132 843		1 310 521
REPORT ANTERIEUR	1 700 164		236 562		1 936 726
RESTES A REALISER (SOLDE)			8 946		8 946
BUDGET ANNEXE TEOM (70002)					
TOTAL DEPENSES	5 987 418	90,8%	395 780	26,2%	6 383 198
TOTAL RECETTES	6 141 354	101,1%	471 564	31,3%	6 612 918
RESULTAT DE L'EXERCICE	153 936		75 784		229 719
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	1 396 994		-16 403		1 380 591
RESTES A REALISER (SOLDE)			-486 991		-486 991
BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT (70001)					
TOTAL DEPENSES	3 973 969	85,1%	5 219 985	60,2%	9 193 954
TOTAL RECETTES	4 082 155	97,2%	6 151 680	70,9%	10 233 835
RESULTAT DE L'EXERCICE	108 186		931 695		1 039 881
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	1 500 412		1 909 073		3 409 485
RESTES A REALISER (SOLDE)			-271 813		-271 813
BUDGET ANNEXE EAU POTABLE (70007)					
TOTAL DEPENSES	4 795 006	88,1%	2 558 462	59,2%	7 353 468
TOTAL RECETTES	5 182 570	95,0%	1 102 274	25,5%	6 284 844
RESULTAT DE L'EXERCICE	387 563		-1 456 188		-1 068 625
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	1 581 064		490 022		2 071 087
RESTES A REALISER (SOLDE)			762 725		762 725
BUDGET ANNEXE ZAR NOVIANT (70003)					
TOTAL DEPENSES	20 383	57,9%	14 731	4,6%	35 114
TOTAL RECETTES	45 758	99,5%	13 002	4,0%	58 760
RESULTAT DE L'EXERCICE	25 375		-1 730		23 646
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	127 717		61 955		189 672
RESTES A REALISER (SOLDE)			-31 210		-31 210
BUDGET ANNEXE PITE (70006)					
TOTAL DEPENSES	1 851 295	81,2%	1 341 611	85,4%	3 192 906
TOTAL RECETTES	1 849 371	63,0%	871 828	63,2%	2 721 199
RESULTAT DE L'EXERCICE	-1 924		-469 783		-471 707
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	0		191 974		191 974
RESTES A REALISER (SOLDE)			0		0
BUDGET ANNEXE MOBILITE (71000)					
TOTAL DEPENSES	3 529 027	83,2%	621 059	32,2%	4 150 086
TOTAL RECETTES	3 527 019	101,9%	778 893	40,4%	4 305 912
RESULTAT DE L'EXERCICE	-2 009		157 835		155 826
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	1 974 129		-435 180		1 538 949
RESTES A REALISER (SOLDE)			-132 936		-132 936
CONSOLIDATION (TOUS BUDGETS)					
TOTAL DEPENSES	44 426 052		14 264 047		58 690 099
TOTAL RECETTES	47 540 543		12 368 817		59 909 360
RESULTAT DE L'EXERCICE	3 114 492		-1 895 230		1 219 261
REPORT EXERCICE ANTERIEUR	8 280 480		2 438 004		10 718 484
RESTES A REALISER (SOLDE)			-151 280		-151 280

Mis en ligne le 26/02/2024 à 11h34

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour 2024
le 26/02/2024

Application agréée E-legalite.com

21_D0-054-200070563-20240222-2024_01_01-

B/ LES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS DE LA COMMUNAUTE

Le résultat de fonctionnement évolue comme suit par rapport aux données antérieures consolidées :

	CC2T - Budget principal							
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Variation
Recettes réelles de fonctionnement hors 002	21 277 238	21 605 801	22 468 292	22 922 680	23 769 936	24 748 717	26 405 671	+7%
Dépenses réelles de fonctionnement	19 201 019	19 449 403	21 006 691	20 603 504	21 079 134	22 103 880	23 043 646	+4%
Epargne brute (recettes – dépenses)	2 076 219	2 156 397	1 461 601	2 319 176	2 690 803	2 644 837	3 362 025	+27%
Epargne nette (capital de la dette déduit)	1 678 310	1 759 551	960 218	1 912 891	2 279 421	2 204 821	2 873 054	+30%
Capacité de désendettement	3,36	3,05	4,27	2,52	2,02	2,05	1,64	-20%
Transferts d'ordre	-635 461	-748 943	-624 712	-741 129	-843 478	-889 283	-918 661	+3%
Résultat de fonctionnement de l'exercice	1 440 758	1 407 455	836 889	1 578 047	1 847 325	1 755 553	2 443 364	+39%
Résultat de fonctionnement reporté (002)	1 648 873	1 701 738	2 275 192	1 291 644	979 829	1 317 000	1 700 164	+29%

Nota : une provision a été constituée au titre de la reprise du Parc de Haye pour 1M€ en 2019, ce qui augmente d'autant les dépenses réelles de fonctionnement. Par ailleurs, du fait de la crise sanitaire, 2020 et 2021 restent deux années atypiques.

La santé financière de la Communauté peut s'apprécier en rapportant l'endettement à l'épargne brute. La capacité de désendettement ainsi calculée (principal ratio de solvabilité) correspond à la durée en années qui serait nécessaire pour rembourser complètement la dette en y consacrant la totalité de l'épargne dégagée. Traditionnellement, on considèrerait que le premier seuil d'alerte de la capacité de désendettement se situait à 10 ans et que ce ratio ne devait pas dépasser 15 ans.

Dans la mesure où des événements ponctuels peuvent altérer l'interprétation des comptes des collectivités, les notions d'épargne brute courante et d'épargne nette courante, purgées des opérations à caractère exceptionnel (charges et produits exceptionnels, dotations ou reprises sur provision) permettent de mieux approcher la capacité d'autofinancement réelle.

Le tableau ci-après récapitule ces éléments pour les principaux budgets :

	Budget principal	Budget TEOM	Budget assainiss.	Budget eau pot.	Budget mobilité	Budget ZAR	TOTAL
Epargne brute <u>courante</u> 2023	3 348 332	218 974	1 023 503	1 109 343	15 279	38 377	5 753 809
Epargne nette <u>courante</u> 2023	2 859 361	134 452	582 060	702 163	15 279	38 952	4 332 268
Capa. de désendettement <u>courante</u> 2023	1,6	2,1	7,1	4,9	NA	NA	
Capa. de désendettement <u>courante</u> 2022	2,3	3,0	5,1	5,9	NA	NA	

Recettes réelles courantes de fonctionnement : hors résultat reporté (002), produits exceptionnels (77) et reprises sur provisions (78)

Dépenses réelles courantes de fonctionnement : hors charges exceptionnelles (67) et dotations aux provisions (68)

Epargne brute courante = recettes réelles courantes de fonctionnement - dépenses réelles courantes de fonctionnement

Capacité de désendettement courante = encours de dette / épargne brute courante

Epargne nette courante = épargne brute courante - remboursement en capital de la dette

Le désendettement intervenu en 2023 donne de nouvelles capacités d'emprunt à l'avenir. La Communauté, en bonne situation financière, devra veiller à maintenir un niveau d'épargne suffisant pour financer les programmes d'investissement prévus (et couvrir les dotations aux amortissements).

Les tendances d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement suivant (tous budgets confondus) sont les suivantes :

CA 2021	CA 2022	Réal. 2023	Prév. 2024	Prév. 2025
34 429 398	37 146 377	41 123 935	43 703 457	44 577 527

Mis en ligne le 26/02/2024 à 11h34

REÇU EN PREFECTURE

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour 2024 le 26/02/2024

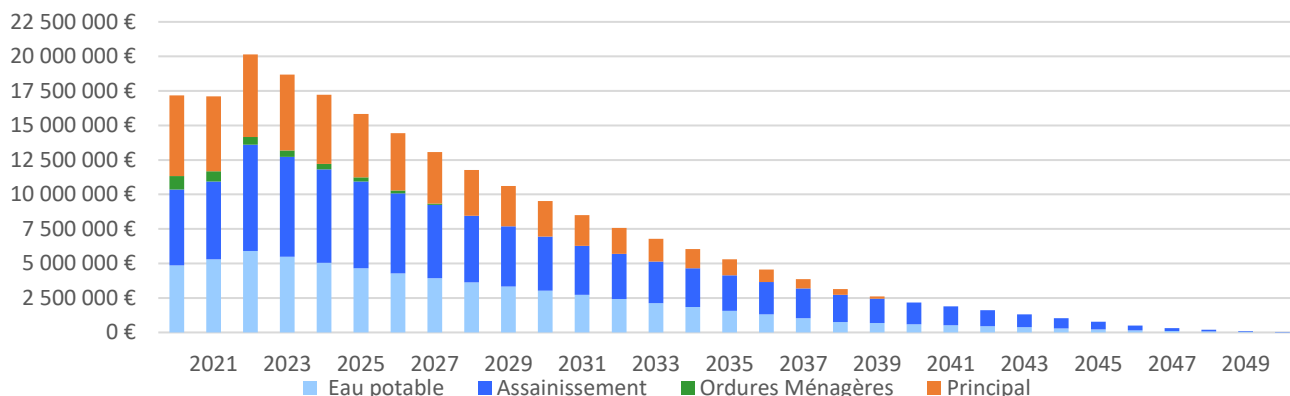
Application agréée E-legalite.com

21_D0-054-200070563-20240222-2024_01_01-

C/ LA GESTION DE LA DETTE

Afin de financer les équipements de la Communauté, il a été nécessaire de recourir à l'emprunt.

Le graphique suivant illustre le profil d'extinction de la dette actuelle dans le temps pour les principaux budgets :



Dette actuelle (tous budgets cumulés, en M€)	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
remboursements de dette annuels déduits	17,17	17,11	20,14	18,68	17,22	15,82	14,44	13,07	11,76	10,61

	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET O.M.	BUDGET ASSAINISSEMENT	BUDGET EAU POTABLE
Annuité du compte administratif 2023	660 917 €	107 310 €	621 521 €	462 086 €
dont remboursement en capital	488 971 €	84 522 €	441 443 €	407 180 €
dont intérêts de la dette réglés à l'échéance	171 945 €	22 788 €	180 078 €	54 906 €
Capital restant dû (CRD) au 31/12/2023	5 498 628 €	466 984 €	7 268 990 €	5 483 761 €
dont sans risque (catégorie A1 de la charte Gissler)	4 604 417 €	466 984 €	7 268 990 €	5 483 761 €
dont barrière simple (catégorie B1 de la charte)	894 212 €	- €	- €	- €
CRD par habitant (pop. légale 2023)	121,08 €	10,28 €	160,06 €	120,75 €
Taux moyens approchés des intérêts de la dette	3,0%	4,1%	2,8%	1,1%
Encours de la dette / recettes réelles de fonct.*	21%	8%	187%	108%

* nota bene : cet indicateur est beaucoup moins pertinent que celui de la capacité de désendettement car : les recettes réelles ne renseignent pas sur le taux d'épargne, le capital de la dette n'est pas remboursé par la section de fonctionnement et, structurellement, les encours des budgets de l'eau et de l'assainissement sont plus importants pour financer les investissements et sur des durées plus longues.

A titre de comparaison, pour les communautés de communes à fiscalité professionnelle unique, l'encours moyen de dette par habitant se situe à 208 €, et le taux d'endettement moyen est de 50% des recettes réelles de fonctionnement (source DGCL « Les collectivités locales en chiffres 2023 »).

Les perspectives d'endettement sont différentes selon les budgets :

- Budget principal** : 4,1M€ des 5,5M€ d'encours de dette actuels sont liés au financement du centre aquatique Ovide (amorti sur 30 ans). Les nouveaux projets nécessiteront à l'avenir de recourir à l'emprunt pour un volume global estimé à ce stade à 6M€, sans endettement nouveau prévu pour 2024.
- Budget ordures ménagères** : l'endettement actuel est essentiellement issu des aménagements des points d'apport volontaire enterrés et semi-enterrés réalisés.
- Budget assainissement** : la mise en œuvre du plan pluriannuel d'investissement nécessitera en 2025 un nouveau recours à l'emprunt. Toutefois, grâce à l'avance de subvention au titre de l'opération « Terres Toulaises Nord » réalisée par l'Agence de l'Eau, aucun endettement complémentaire n'est prévu à ce stade en 2024.
- Budget eau** : compte tenu des enjeux forts de sécurisation de l'approvisionnement, un recours à l'emprunt important sera nécessaire à l'avenir, en maintenant également la capacité de désendettement sous le seuil d'alerte de 10 ans. Aucun emprunt nouveau ne serait mobilisé en 2024.
- Budget mobilité** : il n'y a pas d'emprunt en cours ni de recours à l'emprunt programmé à ce stade.
- Budget de la zone artisanale de Noviant-aux-Prés** : la dernière annuité d'emprunt a été réglée en 2017. Un nouvel emprunt pourra être envisagé en 2025 pour financer des travaux de reprise de toiture du bâtiment.
- Budget du pôle industriel Toul Europe** : les opérations engagées par la Communauté ont vocation à se financer par les cessions de parcelles. Pour autant, afin de minimiser les frais financiers pour la durée du portage de l'opération, des avances remboursables du budget principal ont été opérées à hauteur de 700K€. Un complément de 800K€ serait nécessaire en 2024.

D/ LES RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE

Afin de financer l'exercice des compétences qui lui sont dévolues, la Communauté dispose de diverses ressources.

La fiscalité

S'agissant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (cf. page 20), la baisse des tonnages produits et volumes collectés en 2023 a un impact sur la part incitative de 2024. Suite aux décisions opérées en matière de taxation des professionnels et dans le cadre de la **proposition de maintien du taux fixe et des tarifs variables de la TEOM**, l'évolution estimée du produit fiscal pour 2024 est la suivante :

	Produit 2014	Produit 2015	Produit 2016	Produit 2017	Produit 2018	Produit 2019	Produit 2020	Produit 2021	Produit 2022	Produit 2023	Estim. 2024
TEOMi (et TEOM ou REOM antérieurement)	3 593 509	3 504 372	3 491 755	3 531 635	3 567 669	3 545 938	3 536 226	3 539 613	3 657 288	4 354 375	4 591 537

Après la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, la diminution de moitié des impositions foncières des locaux industriels et l'affectation en 2023 à l'Etat de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises vouée à disparaître, la fraction de TVA nationale est devenue la principale recette fiscale de la Communauté, ce qui rend la collectivité plus sensible à la conjoncture nationale. Dans le cadre des modifications apportées par la dernière loi de finances, la Communauté reste dans l'attente d'informations sur le produit à prévoir pour 2024. La variation est pour l'heure estimée à +3%.

L'évolution des bases de la fiscalité locale des locaux à usage d'habitation est calculée à partir de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (article 1518 bis CGI), soit pour 2024 un coefficient d'actualisation de 3,9%.

Pour le budget principal, aucune modification des taux n'est envisagée en 2024 :

	TMP depuis 2018 CC2T	Taux moy. nat. CC à FPU *	Bases notifiées pour 2023 en K€	Bases estimées pour 2024 en K€	Produit estimé pour 2024
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	22,26%	25,25%	17 379	17 981	4 002 551
Taxe foncière sur le bâti (TFB)	1,30%	2,91%	56 329	58 759	763 870
Taxe d'habitation sur les rés. sec. (THRS)	10,05%	8,28%	1 708	2 232	224 328
Taxe foncière sur le non bâti (TFNB)	2,36%	7,92%	1 305	1 302	30 718
				Réal. 2023	Prév. 2024
Fraction de taxe sur la valeur ajoutée nationale (TVA)				9 352 290	9 632 859
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER)				1 170 185	1 227 738
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)				812 577	812 577
Taxe additionnelle foncière sur le non bâti (TAFNB)				45 983	45 983

* Source : circulaire ministérielle de calcul de la DGF 2023

La Communauté doit reverser à l'Etat, chaque année, 1,3M€ au titre du fonds national de garantie individuel des ressources (FNGIR neutralisant l'impact de la réforme de la taxe professionnelle de 2011).

La Communauté reverse également des attributions de compensations positives aux communes, d'un montant de 8,1M€. Elle perçoit par ailleurs 0,15M€ d'attributions de compensation négatives.

Tel qu'acté dans le cadre du second volet du pacte fiscal et financier entre Communes et Communauté, une Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) versée aux communes, portée à 729 821 € en 2023, apparaît dans le budget communautaire comme une atténuation de produits fiscaux. Les flux nouveaux en matière de foncier bâti perçu par les communes sur les zones communautaires seront intégrés par la suite ; **un séminaire sera par ailleurs organisé à l'automne 2024 pour préparer un troisième volet du pacte fiscal et financier.**

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)

Le mécanisme de péréquation est dorénavant maintenu à un milliard d'euros par an. L'ensemble intercommunal agrégé est désormais uniquement contributeur du fonds, la garantie dégressive s'étant éteinte en 2020. Dans le cadre du second volet du pacte fiscal et financier entre Communes et Communauté, il a été acté que

l'intercommunalité prenne en charge l'intégralité du prélèvement, y compris la part incombant normalement aux communes, ce qui nécessitait jusqu'à présent une décision unanime du conseil communautaire chaque année. La loi de finances initiale pour 2024 prévoit des dispositions pour permettre une décision pluriannuelle ; un décret d'application est attendu.

Le montant estimé de la prise en charge du prélèvement est de 315K€ pour 2024. Entre 2017 et 2023, la contribution de la CC2T pour les communes (bonification de la garantie et prise en charge du prélèvement) a représenté 861 193 €.

Les dotations et subventions perçues

La principale dotation perçue par la Communauté reste la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), qui se compose de deux parts :

- la dotation d'intercommunalité, réformée en 2019,
- la dotation de compensation, correspondant à un montant figé au titre des baisses de dotations de 1998 et 2001, et de l'ancienne « part salaires » de la taxe professionnelle, à laquelle est appliquée chaque année une diminution.

Les effets de la réforme de la fiscalité directe locale sur la dotation perçue restent à mesurer et les éventuelles évolutions législatives en matière d'indicateurs financiers et de dotations sont à suivre.

	Réalisation 2017	Réalisation 2018	Réalisation 2019	Réalisation 2020	Réalisation 2021	Réalisation 2022	Réalisation 2023	Prévision 2024 <i>sous réserves</i>
Dotation d'intercommunalité	444 530	445 151	486 049	533 956	582 131	642 484	663 152	650 515
Dotation de compensation	1 831 987	1 793 732	1 752 546	1 720 504	1 686 620	1 649 623	1 640 046	1 630 524

La Communauté reçoit par ailleurs d'autres dotations et subventions, notamment les allocations versées par l'Etat pour compenser les pertes de fiscalité directe locale (environ 2,3M€ prévus pour 2024), les aides perçues par le chantier d'insertion de la Communauté (275K€), les aides relatives aux services faisant l'objet de budgets annexes (concours des éco-organismes et aides spécifiques de l'ADEME pour le budget TEOM et prime à l'épuration versée par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse pour le budget assainissement), les aides de la CAF et de la MSA pour le fonctionnement des crèches de Bois-de-Haye, de Manonville et du Relais Petite Enfance (RPE), et pour l'aire d'accueil des citoyens français itinérants, etc.

Les redevances et diverses recettes

Les redevances concernent notamment la redevance d'eau potable et la redevance d'assainissement collectif, pour lesquelles la CC2T a été contrainte, après une pause de 3 ans, de relever les tarifs au 1^{er} janvier 2023 et de tenir compte désormais de l'inflation. Les redevances concernent également les surtaxes collectées par les délégataires, les droits d'entrée du centre aquatique Ovine, la contribution des parents au fonctionnement des crèches de Bois-de-Haye et Manonville et les droits des aires d'accueil des citoyens français itinérants...

La Communauté a par ailleurs réformé le financement du service facultatif d'enlèvement des déchets professionnels. Depuis le 1^{er} janvier 2024, l'ensemble des locaux imposables sont assujettis à la taxe incitative d'enlèvement des ordures ménagères (TEOMi), sans exonération. La redevance spéciale ne reste appliquée dans les conditions préalablement adoptées que pour les producteurs de déchets non soumis à la TEOM (activité sans local professionnel, administration...) et les services additionnels (collecte maintenue une fois par semaine, collecte des biodéchets ou des cartons en porte à porte...).

Les autres recettes concernent les ventes des matières recyclables issues de la collecte sélective des déchets, les recettes des prestations du chantier d'insertion pour les communes, les loyers encaissés, etc.

E/ LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTE

Les dépenses (ou atténuations de produits) de la Communauté se caractérisent par une très forte rigidité : une dépense est dite « rigide » si elle est subie et reconduite dans le temps, sans que la collectivité ne puisse aisément décider de la réduire. Cela est particulièrement évident pour les attributions de compensation positives, le prélèvement au titre du FNGIR et les intérêts de la dette.

Les participations aux organismes extérieurs estimées pour 2024 (pour 3,57M€ au total) comprennent :

- La contribution au service départemental d'incendie et de secours (SDIS), dont la hausse liée au nouveau mode de calcul, défavorable au territoire, est étalée sur 20 ans : 1 801K€ (+74K€)
- La contribution au syndicat mixte Grand Toulous : 880K€ (à confirmer)
- Les cotisations au Pays Terres de Lorraine, à divers organismes satellites (Agence de développement Nancy Sud Lorraine Lorr'up, Mission Locale) et à la Maison du Tourisme Terres Toulous : 590K€ (+20K€),
- La contribution à l'établissement public territorial de bassin Meurthe-Madon (EPTB) : 157K€ (+17K€)
- La contribution à la Multipôle Nancy Sud Lorraine : 57K€
- La contribution au service mutualisé Terres de Lorraine Urbanisme (TDLU) au titre du SIG : 56K€
- Les cotisations aux instances représentatives et de conseil (ADM54, ADCF, Citoyens & Territoires) : 13K€
- Les contributions à la plateforme d'ingénierie départementale (EPA Dév.54), au Sillon Lorrain, au conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE 54) et au parc naturel régional de Lorraine (PNRL) : 13K€

A titre indicatif, hors cotisations versées (article 6281), les charges à caractère général (chapitre 011 consolidé) estimées pour 2024 (≈13,3M€) relèvent pour environ 39% du budget des ordures ménagères, 36% des budgets eau et assainissement, et 3% du budget mobilité (la majeure partie des charges de mobilité étant portée directement par le délégataire afférent).

Il peut être noté que les tensions inflationnistes se répercutent sur les différents budgets de la Communauté, notamment sur les coefficients de révision au 1^{er} janvier 2024 des différents marchés et délégations.

Au budget principal, une attention particulière est portée sur la gestion de l'activité du centre aquatique Ovide dont les charges et produits évoluent comme suit :

<i>Suivi analytique</i>	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Produits du centre aquatique	718 757	769 971	741 474	369 386	389 801	584 825	597 886
Produits annulés (remboursements covid)	0	0	0	-50 839	-74 234	0	0
Charges directes de personnel	849 217	837 694	818 101	806 490	811 706	892 512	957 952
Fluides et énergie	367 514	370 116	377 035	302 503	274 618	404 176	477 172
Autres charges directes	170 371	178 608	160 315	154 476	156 339	177 270	193 593
Déficit de fonctionnement direct	668 345	616 447	613 977	944 921	927 096	889 133	1 030 831
Charges d'intérêt du financement du centre	189 693	181 595	173 509	165 772	157 150	144 378	137 261
Charges indirectes	49 083	49 612	53 830	58 343	59 235	61 281	66 381
Amortissement du bâtiment	416 889	416 889	416 889	416 889	416 889	416 889	416 889

Le déficit d'exploitation de l'équipement devrait progresser en 2024. De manière prudente, les produits pour 2024 sont évalués à 600K€. Les dépenses de fluides et énergie d'Ovide sont estimées à 500K€, en progression de 33% par rapport à l'année de référence 2019 (les années 2020 et 2021 étant atypiques du fait de situation sanitaire).

Les dépenses de personnel

Nota bene : pour les services des ordures ménagères, de l'eau potable et de l'assainissement (mais pas du pluvial), et de la mobilité, la masse salariale est initialement portée par le budget principal et répercutée aux budgets annexes.

La prévision de masse salariale, en hausse pour 2024, tient notamment compte :

- de l'impact en année pleine des modifications intervenues au cours de l'année 2023 (refontes de grilles et revalorisation du point d'indice, revalorisation du régime indemnitaire versé aux salarié(e)s avec une priorité forte donnée sur les agent(e)s les moins bien rémunéré(e)s, adaptation du niveau du complément indemnitaire annuel versé aux auxiliaires de puériculture désormais cadres B, portage d'un poste d'ingénieur mis à disposition du Pays Terres de Lorraine, créations de postes décidées en 2023 : 1 ETP - *équivalent temps plein* - en renfort du service des ordures ménagères, 1 ETP en renfort du développement économique, 1,5 ETP de maîtres-nageurs sauveteurs)

Mis en ligne le 26/02/2024 à 11h34

REÇU EN PREFECTURE

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour 2024 le 26/02/2024

Application agréée E-legalite.com

21_D0-054-200070563-20240222-2024_01_01-

- de l'attribution réglementaire de 5 points d'indice majoré au 1^{er} janvier 2024 à l'ensemble des agents (fonctionnaires et contractuels)
- de la mise en œuvre d'un régime d'astreintes pour le service technique du centre aquatique d'Ovive
- de la rémunération des temps d'habillage imposés pour certaines catégories de personnel suite aux dispositions adoptées dans le cadre du règlement intérieur
- de la hausse du taux de cotisation au titre de la prévoyance des agent(e)s
- de la progression de carrière des agents (« glissement vieillesse / technicité »)

L'éventualité d'une nouvelle revalorisation du point d'indice en 2024 n'a pas été intégrée à ce stade.

Dans le cadre du débat d'orientation budgétaire de 2024, plusieurs modifications du tableau des effectifs sont envisagées, également prises en compte dans la proposition de masse salariale pour 2024 :

- 0,5 ETP -*équivalent temps plein*- supplémentaire dans le cadre de la montée en puissance de la Maison Sports Santé (agent actuellement à mi-temps), pour laquelle l'ambition de la CC2T est de participer à accueillir et orienter toutes les personnes souhaitant pratiquer, développer ou reprendre une activité physique et sportive à des fins de santé, de bien-être, quel que soit leur âge, leur état de santé ou de fragilité.
- 1 ETP financé à hauteur de 24 000 € par la Caisse d'Allocations Familiales au titre du volet enfance/jeunesse de Convention Territoriale Globale (CTG) signée par l'ensemble des communes et de l'intercommunalité à l'échelle du territoire ; la mission envisagée pour ce poste de coordonnateur est notamment de permettre la mise en relation des acteurs de l'enfance/jeunesse sur le territoire (communes, associations...), de faire une analyse de territoire et repérer là où il peut y avoir des carences, des points d'amélioration, des connexions à mettre en place... Ce poste comprend aussi le suivi et l'animation de la question de la parentalité, qui fait également partie des attendus de la CTG.
- 4 ETP transférés du prestataire vers la régie eau-assainissement (soit un transfert depuis les charges à caractère général des budgets annexes vers les dépenses de personnel) : le marché de prestations de service sur lequel s'appuie la Communauté est renouvelé au 1^{er} janvier 2025, avec un périmètre réduit rendu possible par la montée en compétence du service de la Communauté ; les créations de postes sont proposées en amont pour être au rendez-vous de ces évolutions.
- 1 ETP pour suivre les nouvelles installations d'assainissement (3 nouvelles stations d'épuration, 15 postes de relèvement, etc.) parallèlement à l'achèvement du programme pluriannuel d'investissement.
- 1 ETP possible pour venir compléter l'accueil au siège sur des missions de secrétariat et le service des ressources humaines dont les effectifs n'ont pas évolué depuis 2017 alors que le nombre d'agents, la complexité gérée et le suivi attendu ont significativement progressé.
- 1 ETP pour permettre de pérenniser jusqu'à sa retraite une agente d'entretien qui bénéficiait jusqu'alors de contrat à durée déterminée d'insertion.
- un renfort de personnel ponctuel du service des ordures ménagères (besoin non permanent ne faisant pas l'objet d'ouverture de postes au tableau des effectifs) afin de maintenir un niveau attendu de qualité de service pendant la période estivale qui apporte son lot de contraintes.

Par ailleurs, une réflexion est engagée pour doter la collectivité d'un agent ayant le profil de programmiste/architecte, compétences non internalisées aujourd'hui et qui deviennent nécessaires sur de nombreux dossiers transversaux de la collectivité, en lien avec les enjeux de la transition énergétique.

Le détail des réalisations 2023 et prévisions 2024 par pôle sera remis à l'occasion du projet de budget primitif.

La prévision de masse salariale (avant refacturation des budgets annexes) s'établit ainsi provisoirement à 6,97M€ (+10% par rapport au réalisé de 2023, +8% par rapport au budget primitif pour 2023), soit 28,5% des dépenses réelles de fonctionnement du budget principal envisagées pour 2024 (la moyenne nationale des Communautés de Communes à Fiscalité Professionnelle Unique se situe à 41,4% - source DGCL « Les collectivités locales en chiffres 2023 »).

Il n'est pas prévu de modification du temps de travail en 2024 (régime des 35 heures appliqué).

Rappel 2023	Rémunérations principales (titulaires)	64111	2 692 762
	Supplément familial, indemnité de résidence	64112	32 271
	NBI	64113	36 135
	Autres indemnités (titulaires)	64118	84 261
	<i>Dont heures supplémentaires</i>		32 309
	Rémun. non titulaires, insertion, vacation, apprentis	6413. à 7	1 575 264

Mis en ligne le 26/02/2024 à 11h34

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour 2024 le 26/02/2024

Application agréée E-legalite.com

21_D0-054-200070563-20240222-2024_01_01-

F/ BALANCES GENERALES DE FONCTIONNEMENT

La traduction budgétaire de l'ensemble des éléments présentés précédemment se traduit, provisoirement, par les grandes masses suivantes pour le budget principal :

Chap.	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Réalisation 2023	Prévisions 2024	Chap.	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	Réalisation 2023	Prévisions 2024
002	Résultat de fonct. reporté	1 700 164	2 256 193				
013	Atténuation de charges	92 350	75 000	011	Charges à caractère général	2 816 116	3 330 000
70	Produits du domaine et ventes div.	3 261 462	3 500 000	012	Charges de personnel	6 314 707	6 970 000
73	Impôts et taxes	9 537 505	9 838 253	014	Atténuation de produits	10 538 691	10 550 000
731		7 125 814	7 107 765				
74	Dotations et participations	5 953 164	5 890 000	65	Autres charges de gest. courantes	3 201 541	3 375 000
75	Autres produits de gest. courante	421 682	175 000	66	Charges financières	172 590	185 000
77	Produits exceptionnels	13 693	15 000	67	Charges exceptionnelles	0	15 000
78	Reprises sur provisions	0	0	68	Dotations aux provisions	0	0
	RECETTES REELLES DE FCT	28 105 835	28 857 211		DEPENSES REELLES DE FCT	23 043 646	24 425 000

A ce stade, la prospective financière, établie sur la base des éléments connus, laisse augurer une épargne brute du budget principal maintenue à un niveau relativement fort (*taux d'épargne supérieur à 7%*).

Dans les hypothèses projetées et avec 6 M€ d'emprunts supplémentaires, la capacité de désendettement courante du budget principal à fin 2026 pourrait osciller entre 3 et 8 ans, avec une nouvelle amélioration attendue fin 2024 en l'absence de nouvel emprunt cette année.

Au cours de l'année 2024, la communauté travaillera à un nouveau volet du pacte fiscal et financier afin de renforcer encore la solidarité territoriale.

ANNEXE 1 – Tableau des effectifs au 1^{er} janvier 2024 (emplois permanents)

GRADES OU EMPLOIS	CAT.	EMPLOIS BUDGETAIRES			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDG. EN E.T.P. AU 01/01/23		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		4	0	4	4	0	4
Directeur général des services	A	1		1	1		1
Directeur général adjoint des services	A	3		3	3		3
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		36	1	37	26,2	2	28,2
Attaché hors classe	A	0 +2*		2			0
Attaché principal	A	1 +2*		3	1		1
Attaché	A	5		5	3,8		3,8
Rédacteur principal 1ère cl.	B	4		4	2		2
Rédacteur principal 2ème cl.	B	4		4	4		4
Rédacteur	B	2		2	1	1	2
Adjoint administratif principal 1ère cl.	C	7	1	8	7,1		7,1
Adjoint administratif principal 2ème cl.	C	3		3	2,8		2,8
Adjoint administratif	C	6		6	4,5	1	5,5
FILIERE TECHNIQUE (c)		42	4	46	35	5	40
Ingénieur principal	A	2		2	1	1	2
Ingénieur	A	1		1	1		1
Technicien principal 1ère cl.	B	3		3	2		2
Technicien principal 2ème cl.	B	2 +1*		3	2		2
Technicien	B	1		1		1	1
Agent de maîtrise principal	C			0			0
Agent de maîtrise	C	2		2	2		2
Adjoint technique principal 1ère cl.	C	4		4	3	1	4
Adjoint technique principal 2ème cl.	C	11	1	12	8,5	1	9,5
Adjoint technique	C	15	3	18	15,5	1	16,5
FILIERE MEDICO-SOCIALE (d)		13	0	13	11	2	13
Puéricultrice hors classe	A	2		2	2		2
Puéricultrice de classe supérieure	A			0			0
Puéricultrice	A			0			0
Educateur principal de jeunes enfants	A			0			0
Educateur de jeunes enfants	A	1		1	1		1
Auxiliaire de puériculture de classe supérieure.	B	4		4	3	1	4
Auxiliaire de puériculture	B	6		6	5	1	6
FILIERE SPORTIVE(e)		10	0	10	5	3,3	8,3
Conseiller des A.P.S principal 1ère cl.	A			0			0
Conseiller des A.P.S principal 2ème cl.	A			0			0
Conseiller des A.P.S	A			0			0
Educateur des A.P.S principal 1ère cl.	B	4		4	3		3
Educateur des A.P.S principal 2ème cl.	B	2		2	2		2
Educateur des A.P.S	B	4		4		3,3	3,3
FILIERE ANIMATION (f)		6	4	10	7,5	1	8,5
Animateur principal 1ère cl.	B			0			0
Animateur principal 2ème cl.	B			0			0
Animateur	B	1		1		1	1
Adjoint d'animation principal 1ère cl.	C	1		1	1		1
Adjoint d'animation principal 2ème cl.	C	2		2	2		2
Adjoint d'animation	C	2	4	6	4,5		4,5
DROIT PRIVE SPIC Eau et assainissement (g)		21	0	21	0	18	18
(convention collective de l'eau et l'assainissement)	VIII			0			0
	VII			0			0
	VI	1		1		1	1
	V	5		5		5	5
	IV	8		8		7	7
	III	7		7		5	5
TOTAL GENERAL (a+b+c+d+e+f+g)		132	9	141	87,7	31,3	119

* Poste correspondant à un détachement sur emploi fonctionnel ou de droit privé (ne sera pas pourvu).

Mis en ligne le 26/02/2024 à 11h34

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour 2024 le 26/02/2024

REÇU EN PREFECTURE

Application agréée E-legalite.com

21_D0-054-200070563-20240222-2024_01_01-

ANNEXE 2 - Etat annuel présentant l'ensemble des indemnités de toutes natures, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au conseil communautaire

Cet état doit être présenté chaque année (art. L5211-12-1 CGCT).

Les indemnités de toutes natures dont ont bénéficié les élus siégeant au sein du conseil communautaire, au titre de l'année 2023, au sein de la Communauté et au sein de tout syndicat mixte ou de toute société d'économie mixte locale, société publique locale ou société d'économie mixte à opération unique, sont les suivantes :

Nom et prénom de l' élu	Mandat ou fonction	Indemnités (les sommes numériques sont annuelles, en euros et en brut)	Avantages en nature (les sommes numériques sont annuelles, en euros et en brut)
M. Fabrice CHARTREUX	Président de la Communauté de Communes Terres Toulaises	Indemnités de fonction : 29 201,16	NEANT
M. BOCANEGRA Jorge	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 11 193,78	NEANT
	Président du Syndicat Mixte Grand Toulois (SMGT)	Indemnités de fonction : 12 779,52	NEANT
M. CLAUDON Jean-Louis	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 11 193,78	NEANT
M.COUTEAU Jean-Pierre	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 11 193,78	NEANT
	Vice-Président de la Multipôle Nancy Sud Lorraine	Indemnités de fonction : 4 265,64	NEANT
M. GUYOT Laurent	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 11 193,78	NEANT
M. HARMAND Alde	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 11 193,78	NEANT
M. HEYOB Olivier	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 11 193,78	NEANT
M. MONALDESCHI Philippe	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 11 193,78	NEANT
M. PAYEUR Emmanuel	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 11 193,78	NEANT
M. PICARD Denis	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 11 193,78	NEANT
Mme SAUVAGE Catherine	Vice-Présidente CC2T	Indemnités de fonction : 11 193,78	NEANT
M. SILLAIRE Roger	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 11 193,78	NEANT
M. STAROSSE Jean-Luc	Vice-Président CC2T	Indemnités de fonction : 11 193,78	NEANT
	Vice-Président de l'EPTB Meuthe-Madon (syndicat mixte)	Indemnités de fonction : 4 516,68	NEANT
M. ARNOULD Raphaël	Conseiller délégué CC2T	Indemnités de fonction : 2 920,08	NEANT
M. COLIN Xavier	Conseiller délégué CC2T	Indemnités de fonction : 2 920,08	NEANT
Mme GUEGEN Marie	Conseillère déléguée CC2T	Indemnités de fonction : 2 920,08	NEANT
Mme POIRSON Elisabeth	Conseillère déléguée CC2T	Indemnités de fonction : 2 920,08	NEANT
	Conseillers communautaires CC2T sans délégation	NEANT	NEANT

Mis en ligne le 26/02/2024 à 11h34

Rapport d'orientation budgétaire de la CC2T pour 2024 le 26/02/2024

Application agréée E-legalite.com

21_D0-054-200070563-20240222-2024_01_01-